

RÉSUMÉ

Systemes de production agricole et pauvreté

AMÉLIORER LES MOYENS D'EXISTENCE DES AGRICULTEURS DANS UN MONDE EN CHANGEMENT



Organisation
des Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture



RÉSUMÉ

Systèmes de production agricole et pauvreté

AMÉLIORER LES MOYENS D'EXISTENCE DES AGRICULTEURS DANS UN MONDE EN CHANGEMENT

John Dixon et Aidan Gulliver, en collaboration avec David Gibbon

Réviseur principal: Malcolm Hall

Ce résumé est tiré du livre publié en anglais sous le titre «Farming Systems and Poverty : Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World», par la FAO et la Banque mondiale, Rome, Italie, 2001

FAO et Banque mondiale
Rome et Washington
2001

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l' Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service des publications et du multimédia, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

PRÉFACE

•••

Les petits exploitants agricoles produisent l'essentiel des denrées alimentaires dans les pays en développement. Cependant, d'une manière générale, ils sont beaucoup plus pauvres que le reste de la population et leur sécurité alimentaire est plus précaire que celle des pauvres des milieux urbains. Par ailleurs, bien que les prévisions indiquent que la majorité de la population mondiale vivra en zones urbaines à l'horizon 2030, les populations agricoles ne seront pas beaucoup moins nombreuses qu'aujourd'hui. Par conséquent, il est prévisible que, dans la majeure partie du monde, la lutte contre la pauvreté et la faim reviendra à s'attaquer aux problèmes de survie des petits exploitants agricoles et de leurs familles.

Les priorités et politiques d'investissement doivent prendre en compte la grande diversité des opportunités qui s'offrent aux petits exploitants agricoles et des problèmes auxquels ceux-ci sont confrontés. Les ressources qui constituent leurs moyens d'existence, le choix de leurs activités, et partant, toute leur vie, sont liées de façon étroite à l'environnement biologique, physique, économique et culturel dans lequel ils vivent et sur lequel ils n'ont qu'un contrôle limité. En outre, en dépit de la spécificité de chaque agriculteur, ceux qui partagent les mêmes conditions de vie ont souvent des priorités et des problèmes communs qui dépassent les frontières.

Ces grands types de systèmes de production, aux pratiques similaires et soumis aux mêmes conditions extérieures, sont utilisés dans le présent ouvrage comme base de définition de plus de 70 principaux systèmes de production agricole à travers les six régions du monde où se situent les pays en développement. Tout en reconnaissant la diversité qui existe inévitablement au sein de ces types généraux, l'ouvrage repose sur le principe fondamental selon lequel l'approche des systèmes de production agricole, utilisée ici, offre un cadre approprié pour la compréhension: des besoins de chacun; des défis auxquels ils doivent faire face et des opportunités qui pourraient s'offrir à eux au cours des

30 prochaines années; ainsi que de l'importance relative des différentes stratégies permettant d'échapper à la pauvreté et à la faim.

Afin d'établir la base d'une analyse comparative, le présent ouvrage étudie de façon circonstanciée quelque 20 systèmes de production agricole censés présenter les meilleures potentialités pour la réduction de la pauvreté et de la famine, et pour l'accélération de la croissance économique au cours des prochaines décennies. Ils sont examinés à la lumière de cinq stratégies générales auxquelles les ménages pourraient recourir pour échapper à la pauvreté et à la faim: a) l'intensification de la production; b) la diversification des activités agricoles afin d'accroître la production; c) l'accroissement de la taille des exploitations agricoles; d) l'augmentation des revenus non-agricoles; et e) l'abandon de l'agriculture. L'ouvrage pose les questions fondamentales ci-après: quelles sont les stratégies les plus efficaces possibles pour les exploitants agricoles dans chaque système? Et quels types d'initiatives peuvent le mieux aider ces exploitants à les mettre en pratique?

Le présent ouvrage est établi à partir d'une étude réalisée à la demande de la Banque mondiale afin de donner une perspective spécifiquement agricole à la révision de sa stratégie de développement rural. Il a profité de nombreuses années de travail spécialisé à la FAO et à la Banque mondiale, et dans un certain nombre d'autres institutions nationales et internationales. Ses conclusions sont étayées par plus de 20 études de cas réalisées aux quatre coins du monde, qui ont analysé les approches novatrices du développement des petites exploitations agricoles ou d'élevage. Le présent ouvrage vise un public plus large que celui de l'étude initiale, et il y a lieu d'espérer que les décideurs, chercheurs, ONG et acteurs du secteur de l'agro-industrie trouveront toutes les conclusions et recommandations intéressantes et de nature à inciter à la réflexion; et qu'ils approfondiront l'analyse en appliquant l'approche au niveau national afin d'aider à l'élaboration de stratégies de développement rural.

Jacques Diouf
Directeur général
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture

James D. Wolfensohn
Président
Banque mondiale

REMERCIEMENTS

•••

Ce résumé analytique est tiré d'un rapport d'ensemble publié conjointement par la FAO et la Banque mondiale en anglais*. Un travail de cette nature s'inspire nécessairement aux contributions et connaissances d'un grand nombre de personnes dont les noms figurent pour la plupart dans l'édition finale. Nous citerons en particulier certains d'entre eux qui ont contribué à faire de cette étude une réalité. Cette étude a été menée sous la coordination générale de M. S. Funes (ancien Directeur, Département du développement durable). Elle a également bénéficié de l'appui technique inestimable de M. A. MacMillan (Conseiller principal, Centre d'investissement), M. D. Baker (Chef, Service de la gestion des exploitations et de l'économie de la production, Division systèmes d'appui agricole), et de M. E. Kueneman (Chef, Service cultures et prairies, Division production végétale et protection des cultures). L'étude avait été initialement menée à la demande de la Banque mondiale sous la forme d'une contribution à la révision de son projet de Stratégie de développement rural. M. C. Csaki (Conseiller senior/Chef d'équipe – Stratégie rurale) et M. S. Barghouti (Conseiller recherche) du Département du développement rural ont joué un rôle essentiel dans l'orientation et la structuration de ce travail. Enfin, les rapports régionaux sont tirés de documents séparés dont la préparation a été dirigée par Mme. A. Carloni (Afrique subsaharienne); M. D. Gibbon (Afrique du Nord et Moyen-orient); M. S. Tanic et M. F. Dauphin (Europe de l'Est et Asie centrale); J. Dixon (Asie du Sud); D. Ivory (Asie orientale et Pacifique); M. A. Gulliver (Amérique latine et Caraïbes). La version française du présent document a bénéficié de la collaboration de M. D. Lelièvre, (Economiste, Europe de l'Est et Asie centrale). Nous témoignons notre gratitude au personnel de la FAO, professionnels et services, dont la contribution est reprise au chapitre des Remerciements du livre complet dont est tiré le présent Résumé.

* J. Dixon et A. Gulliver en collaboration avec D. Gibbon. 2001. Farming Systems and Poverty : Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World. FAO et Banque mondiale, Rome et Washington.

TABLE DES MATIÈRES

•••

1. INTRODUCTION	1
FAIM, PAUVRETÉ ET AGRICULTURE	1
LES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET LEURS CARACTÉRISTIQUES	2
QUELQUES ASPECTS DE L'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION	4
Les ressources naturelles et le climat	4
Science et technologie	5
Libéralisation commerciale et développement des marchés	6
Politiques, institutions et biens publics	7
Information et capital humain	7
GUIDE DU LECTEUR	8
2. AFRIQUE SUBSAHARIENNE	9
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	9
PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	11
3. MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	13
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	13
PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD	15
4. EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE	17
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	17
PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'EUROPE DE L'EST ET L'ASIE CENTRALE	19
5. ASIE DU SUD	21
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	21
LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'ASIE DU SUD	23
6. ASIE ORIENTALE ET PACIFIQUE	25
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	25
LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'ASIE ORIENTALE ET PACIFIQUE	27

7. AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	29
LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION	29
LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES	31
8. POTENTIALITÉS, PRIORITÉS ET DÉFIS MONDIAUX	33
CLASSEMENT DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ET DES STRATÉGIES À L'ÉCHELON DOMESTIQUE	33
Classification générale des systèmes de production	33
Importance relative des stratégies de réduction de la pauvreté pour ces différentes catégories	33
Conséquences des potentiels de ressources détenus par les différents systèmes sur leurs stratégies de réduction de la pauvreté	35
Conséquences du caractère intensif de l'agriculture sur les stratégies de réduction de la pauvreté	36
UNE STRATÉGIE MONDIALE POUR LA RÉDUCTION DE LA FAIM ET DE LA PAUVRETÉ	36
Politiques, institutions et biens publics	36
Libéralisation des échanges et développement du marché	38
Information agricole et capital humain	39
Science et technologie	40
Ressources naturelles et climat	40
9. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	42
REDÉFINIR LA CONTRIBUTION DES PARTIES PRENANTES	42
Permettre au potentiel des producteurs et des autres communautés de s'exprimer pleinement	42
Appuyer la participation des partenaires de la société civile	43
Encourager la croissance du commerce agricole concurrentiel afin de réduire la pauvreté	43
Accroître l'efficacité des interventions du gouvernement aux niveaux local et national pour la réduction de la pauvreté	43
Renforcer le rôle des biens publics internationaux	44
PERSPECTIVES: LA CONTRIBUTION DU PRÉSENT OUVRAGE	45
CONCLUSION	46
ANNEXE	
Classification des pays en développement par régions	48
CARTES:	
Afrique subsaharienne	49
Moyen-Orient et Afrique du Nord	50
Europe de l'Est et Asie centrale	51
Asie du Sud	53
Asie Orientale et Pacifique	54
Amérique latine et Caraïbes	55

INTRODUCTION



La vision qui sous-tend l'ouvrage¹ dont est tiré le présent résumé est un monde libéré de la faim et de la pauvreté. Etant donné que la majorité des pauvres vit dans les zones rurales des pays en développement et dépend pour son existence de l'agriculture, l'apaisement de la souffrance de ces populations doit nécessairement passer par la mise en place de communautés rurales dynamiques fondées sur une agriculture prospère. L'analyse des systèmes de production dans lesquels vivent et travaillent les populations rurales pauvres peut contribuer à la définition de priorités stratégiques pour la réduction de la pauvreté et de la faim qui les affectent. Une approche systémique de production prend en compte la diversité des conditions de vie des agriculteurs, des éleveurs et des familles de pêcheurs pauvres et peut servir de cadre pour explorer les diverses voies leur permettant de sortir de la pauvreté, dans un monde en mutation.

Le développement rural dépend en dernière analyse des décisions prises quotidiennement par des millions d'individus, hommes et femmes. Le défi que doivent relever les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé réside dans la création de l'environnement institutionnel ainsi que des incitations susceptibles de permettre aux ménages agricoles de développer leur production et de réduire la pauvreté. Malheureusement, d'après les projections actuelles les plus optimistes, la faim et la pauvreté n'enregistreront qu'un léger recul dans les pays en développement². Pour cette raison, le présent résumé met en exergue les principales priorités d'actions stratégiques devant être retenues pour accélérer ce

processus pour différents systèmes de production, dans chaque région et pour chaque pays en développement.

FAIM, PAUVRETÉ ET AGRICULTURE

Au cours des quatre dernières décennies du XX^e siècle, la population des régions en développement du monde³ a presque doublé, passant à 5,1 milliards d'habitants en 1999. Aujourd'hui, environ 60 pour cent de cette population est classé dans la catégorie «rurale» dont 85 pour cent dans le secteur agricole. Au cours des trente années à venir, les prévisions tablent sur un accroissement de la population des régions en développement mais à un taux modéré. Cependant, du fait du processus d'urbanisation galopante, la population rurale totale devrait baisser après 2020. Sur la base de ces projections, la population agricole des pays en développement n'évoluera guère à l'horizon 2030 par rapport à son niveau actuel. Concernant les facteurs d'incertitude, deux tendances démographiques figurent en bonne place. D'abord, les pronostics relatifs à la pandémie du Sida demeurent incertains et il n'est pas exclu qu'elle diminue considérablement les populations rurales dans plusieurs systèmes de production en Afrique et ailleurs. Le second facteur d'incertitude concerne la migration des populations agricoles vers les zones urbaines. Les taux de migration reflètent, entre autres, les taux de pauvreté en termes relatifs prévalant en milieu urbain et rural et sont ainsi liés à des

¹ J. Dixon et A. Gulliver en collaboration avec D. Gibbon. 2001. Farming Systems and Poverty : Improving Farmers' Livelihoods in a Changing World. FAO et Banque mondiale, Rome et Washington.

² Les projections exhaustives jusqu'en 2015 et 2030 sont résumées dans Agriculture : Towards 2015/30. Technical Interim Report. Global Perspective Studies Unit. FAO, avril 2000. Ces projections de la FAO sont fréquemment citées dans cet ouvrage.

³ La Banque mondiale classe les pays en développement en six régions en développement. Dans cet ouvrage, cette classification a servi à l'analyse des différents systèmes de production agricole. La liste des pays composant chaque région figure à l'annexe.

facteurs tels que les cours des produits sur les marchés internationaux, le taux de croissance de l'emploi urbain et les taux de change réels.

La faim affecte toujours nombre de pays en développement, quoique le nombre total des populations touchées ait baissé depuis la fin des années 60 de 959 millions en 1969-1971 à 790 millions en 1995-1997. Au regard de l'accroissement démographique substantiel enregistré, ceci représente une diminution de moitié de la proportion réelle de la population sous-alimentée, qui est passée de 37 pour cent à 18 pour cent. Les projections confirment la consolidation du recul de l'incidence de la malnutrition, qui devrait passer d'environ 576 millions de personnes en 2015 et 400 millions en 2030. Cette tendance baissière pourrait être accélérée si des mesures supplémentaires de réduction de la faim sont prises, conformément aux prévisions du Sommet mondial de l'alimentation tenu en 1996.

Il est estimé que, dans le monde en développement, 1,2 milliard d'individus vivent dans des conditions de pauvreté – tel que défini par la norme internationale du seuil de pauvreté par rapport à une consommation moyenne équivalant à 1 dollar par jour par habitant. Quoique l'importance relative de la pauvreté rurale varie considérablement d'un pays à un autre, plus de 70 pour cent de la pauvreté totale est confinée dans les pays en développement en zones rurales. Avec la baisse substantielle du niveau de pauvreté enregistrée en Asie du Sud-Est au cours des dernières décennies, la pauvreté est aujourd'hui concentrée essentiellement en Asie du Sud (où la situation ne cesse de se détériorer depuis les années 90) ainsi qu'en Afrique subsaharienne, qui enregistre des taux alarmants de croissance de la pauvreté.

Il est devenu évident que le développement agricole reposant sur de larges bases permet de réduire de manière efficace la pauvreté et d'accélérer la croissance économique. Ceci découlera non seulement de l'accroissement des revenus des producteurs et des travailleurs agricoles mais également de la demande en biens non commercialisables dans les zones rurales, en particulier les services et les produits locaux. Cet effet indirect sur la demande, associé à la création d'emplois dans le secteur non agricole en zones rurales et dans les villes de marché, semble être le principal facteur qui pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

LES SYSTÈMES DE PRODUCTION AGRICOLE ET LEURS CARACTÉRISTIQUES

Chaque exploitation agricole a sa spécificité propre, qui est déterminée par les disparités des niveaux de ressources et par les circonstances au plan familial. Le ménage, les ressources dont il dispose, ainsi que le flux de ces ressources et les interactions au sein d'une exploitation donnée constituent *un système d'exploitation*. Par contre, un *système de production* est défini comme étant un regroupement de systèmes d'exploitation individuels disposant à peu près d'un même niveau de ressources, pratiquant les mêmes modes de production, bénéficiant des mêmes sources de subsistance et assujettis aux mêmes contraintes et pour lesquels des stratégies et interventions de développement similaires peuvent être élaborées.

Dans leurs efforts de lutte contre la faim et la pauvreté, les pays en développement doivent parvenir à identifier des besoins et opportunités agricoles et ruraux spécifiques et focaliser leurs investissements dans des domaines porteurs d'un impact majeur en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. La délimitation des systèmes de production sert de cadre utile pour l'élaboration de stratégies et d'interventions agricoles adéquates, dans la mesure où, par définition, ces systèmes regroupent des ménages agricoles présentant les mêmes caractéristiques et assujettis à des contraintes similaires. Cependant, aux fins de la présente étude, un nombre limité de systèmes de production est retenu pour chaque région, et seuls les plus importants font l'objet d'un examen dans le cadre du présent Résumé. Il en résulte une importante hétérogénéité dans les systèmes pris individuellement. Cependant, l'alternative qui consisterait à identifier un grand nombre de systèmes plus restreints, au niveau micro, dans chaque région en développement, nous éloignerait de l'impact global recherché dans cette analyse.

La classification de systèmes de production adoptée dans cet ouvrage est fondée sur un nombre de facteurs clés tels que: (i) la base agroécologique disponible; (ii) les activités agricoles et sources de subsistance prédominantes, y compris leurs relations par rapport au marché; et (iii) l'intensité des activités de production. Ces critères ont été appliqués à chacune des six principales régions des pays en développement, ce qui a permis d'identifier 73 systèmes de production avec une population agricole moyenne d'environ 40 millions d'habitants. C'est sur la base de ces critères que les huit principales catégories de systèmes suivants ont été identifiées:

- Les systèmes de production irriguée, qui intègrent une large gamme de cultures vivrières et de rente.
- Les systèmes de production de bas-fonds axés sur le riz, tributaires des précipitations saisonnières et renforcées par un système d'irrigation.
- Les systèmes de production pluviale en zones humides à haut potentiel en ressources, caractérisés par des cultures spécifiques dominantes ou par des systèmes mixtes cultures-élevage.
- Les systèmes de production en zones de pentes abruptes et de hauts plateaux, souvent caractérisés par des systèmes mixtes cultures-élevage.
- Les systèmes de production pluviaux en zones arides ou froides, à faible potentiel, avec une intégration des systèmes mixtes cultures-élevage et des systèmes pastoraux à des systèmes à très faible niveau de productivité ou de potentiel, imputable aux conditions d'aridité ou de froid extrême.
- Les systèmes de production associant des grandes exploitations commerciales et des petites exploitations) pratiqués sur différentes écologies et caractérisés par des modes de production diversifiés.
- Les systèmes de pêche côtière artisanale, qui intègrent souvent des éléments de production mixtes.
- Les systèmes de production intra-urbains essentiellement focalisés sur l'horticulture et l'élevage.

Les appellations retenues pour les différents systèmes de production reflètent les huit catégories définies plus haut. Elles reflètent également les principaux attributs qui les caractérisent, à savoir: (i) la disponibilité des ressources hydrauliques, par exemple : irrigué, pluvial, humide, aride; (ii) le climat, par exemple : tropical, tempéré, froid; (iii) le relief du terrain/l'altitude, par exemple : zones de plateaux, vallées; (iv) la taille des exploitations, par exemple : à grande échelle; (v) l'intensité de la production, par exemple : intensive, extensive, dispersé; (vi) les principales sources de subsistance, par exemple : cultures racines, maïs, arboriculture, pêche artisanale, élevage; (vii) la dualité des sources, par exemple : céréales-tubercules, riz-blé (à noter que l'intégration cultures-élevage est exprimée par le mot «mixte»); et (viii) l'aire géographique, par exemple : zones de forêt, zones côtières, intra-urbain.

Sur les 72 systèmes identifiés, trois à cinq ont été retenus dans chaque région pour une analyse plus approfondie. Bien que les systèmes sélectionnés incluent certains offrant des opportunités limitées en matière de croissance axée sur l'agriculture, la majorité dispose du potentiel leur permettant de réduire considérablement la faim et la pauvreté à

condition que l'appui nécessaire soit disponible. Parmi les facteurs qui déterminent le potentiel de croissance apparent d'un système figurent: (i) la disponibilité des ressources en quantités suffisantes, y compris les conditions agroclimatiques et pédologiques connexes, un ratio relativement élevé entre les terres disponibles et les autres ressources (eau, forêt) par rapport à la population humaine et une intensité de production jugée actuellement faible; (ii) un accès adéquat aux infrastructures et aux services, y compris les marchés; et (iii) l'identification des principales contraintes au développement qui pourraient être levées.

De manière générale, cinq stratégies principales définies au niveau des ménages agricoles pourraient contribuer à améliorer les conditions de subsistance de ces ménages et à en éloigner la pauvreté. Ces options stratégiques ne s'excluent pas mutuellement même au niveau des ménages pris individuellement. Il arrive souvent qu'un ménage donné mette en oeuvre un ensemble de stratégies mixtes. Les options peuvent être résumées comme suit:

- intensification des modes de production existants;
- diversification des activités agricoles;
- expansion de la taille des exploitations ou du cheptel vif;
- accroissement des revenus d'appoint, agricoles et non agricoles; et
- abandon de l'activité agricole dans le cadre d'un système de production donné.

L'intensification est définie ici comme étant une productivité physique ou financière accrue des composantes culturelles existantes, y compris les cultures vivrières et de rente, l'élevage et les autres activités productives. La diversification est définie comme étant des changements apportés dans les modes de production existants avec pour objectif d'augmenter les revenus agricoles ou d'en réduire la variabilité. La diversification se traduit souvent par l'introduction d'activités tout à fait nouvelles tout comme elle peut également passer uniquement par le renforcement des activités à haut potentiel et à valeur élevée et sera déterminée par les opportunités de marché. Le renforcement ou l'expansion des activités renvoie non seulement à la production mais également à la transformation en milieu paysan et aux autres activités axées sur l'agriculture et génératrices de revenus.

Certains ménages réussissent à sortir de la pauvreté en accroissant la taille de leurs exploitations – dans ce contexte, l'on se réfère aux ressources gérées plutôt qu'à celles appartenant aux ménages. Les bénéficiaires

de la réforme agraire sont les exemples les plus probants de cette source de réduction de la pauvreté. L'accroissement de la taille des exploitations peut également se faire au détriment d'une zone antérieurement non agricole telle que la forêt. Ce phénomène est souvent appelé «expansion de la frontière agricole». Bien que cette solution ne soit pas offerte dans la plupart des systèmes, elle est très répandue dans certaines régions d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne. Cependant, ces «nouvelles» terres sont de plus en plus marginales (d'un point de vue agricole) et pourraient ne pas constituer un moyen de réduction durable de la pauvreté.

Les revenus non agricoles représentent un important moyen de subsistance pour un grand nombre de producteurs pauvres. Les migrations saisonnières constituent une source traditionnelle de revenu des ménages pour échapper à la pauvreté et les montants envoyés sont souvent investis pour l'acquisition de terres ou de bétail. Dans les régions caractérisées par une économie non agricole dynamique, nombre de ménages pauvres améliorent leurs revenus à travers les emplois non agricoles à temps partiel ou permanents qu'occupent certains de leurs membres. Lorsque les opportunités d'amélioration des moyens d'existence deviennent rares, il arrive, dans certains cas, que les ménages abandonnent leurs terres et se déplacent vers d'autres systèmes de production ou s'investissent dans d'autres activités non agricoles en milieu rural ou urbain. Cette approche utilisée pour échapper à la pauvreté agricole est appelée dans les chapitres qui suivent «l'abandon de la pratique agricole».

QUELQUES ASPECTS DE L'ÉVOLUTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Afin de présenter l'analyse de ces systèmes et leur évolution future dans un cadre globalement comparable au sein des systèmes et à travers différentes régions, les principaux déterminants biophysiques et socioéconomiques ont été regroupés en cinq catégories, à savoir:

- les ressources naturelles et le climat;
- la science et la technologie;
- la libéralisation du commerce et le développement des marchés;
- les politiques, les institutions et les biens publics; et
- l'information et le capital humain.

⁴ FAO

Les ressources naturelles et le climat

L'interaction entre les ressources naturelles, le climat et la population détermine la base physique des systèmes de production. Durant les premières étapes du processus de développement, l'accroissement démographique a généralement pour corollaire une expansion des surfaces cultivées et, dans la plupart des cas, des conflits entre les différents usagers de la terre et des ressources hydrauliques. Une fois la plupart des terres fertiles exploitées, l'accroissement démographique entraîne souvent l'extension des systèmes de production. La pression ainsi exercée sur les forêts et les terres boisées fait peser une menace sur la biodiversité et constitue une source de conflit majeur entre les objectifs de développement et de conservation. Le nombre de variétés cultivées a considérablement baissé au cours des dernières décennies, ce qui a eu un impact négatif notamment sur les principales cultures céréalières que sont le blé, le maïs et le riz. Une perte de biodiversité similaire a également été notée chez les animaux domestiques.

Encadré 1.1 Pression démographique exercée sur les terres agricoles annuelles et permanentes par région – 1995-1997 (personnes/ha)⁴

Région	Agric.	Total
Afrique Subsaharienne	2,2	3,6
Moyen Orient et Afrique du N.	3,1	4,5
Europe de l'Est et Asie centrale	0,3	1,6
Asie du Sud	3,5	6,3
Asie orientale et Pacifique	4,9	7,9
Amérique latine et Caraïbes	0,7	3,2
Moyenne	2,3	4,5

Au cours des quatre dernières décennies, les surfaces cultivées dans les pays en développement à travers le monde ont augmenté de plus d'un quart, atteignant ainsi un peu plus d'un milliard d'hectares. Cependant, la croissance démographique rapide qui a accompagné ce phénomène s'est traduite par une réduction des terres arables disponibles par habitant. Dans les pays en développement elle a baissé presque de moitié depuis les années 60 et était estimée, en moyenne, à 2,3 hectares par personne au sein de la population agricole au milieu des années 90 (voir encadré 1.1). Dans le même temps, les zones de

prairies et de pâturages ont augmenté de 15 pour cent dans les pays en développement pour atteindre 2,2 milliards d'hectares en 1994. Cette expansion a été réalisée au détriment des forêts et des terres boisées dont les superficies ont accusé un recul d'environ 2,3 milliards d'hectares au cours de la même période. Les taux de croissance annuels des terres cultivées varient considérablement d'une région à une autre comme cela est illustré par l'encadré 1.2. Au cours de la période 1995-1997, l'intensité culturale moyenne a augmenté dans son ensemble de seulement 5 pour cent, ce qui semble indiquer que la hausse de la production a été réalisée essentiellement par une augmentation des rendements et une expansion des terres et non par une intensité culturale plus élevée.

Plus de 90 pour cent des terres disponibles restantes se trouvent en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, ce qui pourrait indiquer qu'une expansion supplémentaire pourrait être l'option à retenir pour la plupart des pays en développement. Cependant, partout et même dans les zones où le potentiel d'expansion semble inexistant, plus de 70 pour cent des terres disponibles sont assujetties à une ou plusieurs contraintes d'ordre pédologique ou de relief. Du fait de ces facteurs, l'expansion des terres cultivables prévues dans les régions en développement jusqu'en 2030 n'est que la moitié de celle ayant eu lieu entre 1961 et 1997. Pourtant, d'ici à l'an 2030, en dépit d'un accroissement démographique de plus de 2 milliards d'habitants dans les pays en développement, les surfaces cultivables moyennes disponibles pour chaque personne intervenant dans l'agriculture pourraient en réalité augmenter, du fait de la stabilisation du niveau de la population agricole. A l'évidence, l'agriculture et la sécurité alimentaire subiront les effets des changements climatiques. Au

Encadré 1.2 Expansion annuelle moyenne des terres cultivées 1961-1997⁵

Région	% par an
Afrique Subsaharienne	0,73
Moyen Orient et Afrique du Nord	0,42
Asie du Sud	0,18
Asie orientale	0,91
Amérique latine et Caraïbes	1,26
Moyenne	0,67

⁵ FAO 2000, *op cit*

⁶ FAO 2000, *op cit*

nombre des impacts prévus figure la réduction des rendements potentiels dans la plupart des régions tropicales et subtropicales. La disponibilité de l'eau devrait diminuer tandis que, simultanément, l'on assistera à une augmentation globale du risque d'inondation du fait de la montée du niveau de la mer et de l'intensité des précipitations. D'autres désastres naturels dont les ouragans, les typhons et la sécheresse deviendront également plus fréquents s'il se confirme que les changements climatiques entraînent des phénomènes météorologiques violents.

Science et technologie

L'accent historiquement mis par les centres internationaux et nationaux de recherche agricole sur les technologies de production des cultures vivrières, qui privilégient les variétés à rendement amélioré, a sans nul doute été une réussite. En effet, près des trois quarts du taux d'accroissement de la production enregistrée depuis 1961 sont à mettre à l'actif des hausses de rendement, qui ont par ailleurs contribué à une plus grande sécurité alimentaire dans les régions en développement et à une baisse des prix réels des cultures céréalières.

Encadré 1.3 Rendement moyen des cultures céréalières (1961-1997 dans les pays en développement) (tonnes/ha)⁶

	1961/63	1995/97
Blé	0,9	2,5
Riz (paddy)	1,8	3,5
Maïs	1,2	2,6
Toutes céréales	1,2	2,5

Cependant, la plupart des petits exploitants agricoles pauvres dans les zones marginales n'ont pas bénéficié de ces augmentations de rendement et l'investissement dans le développement de technologies de production de cultures non céréalières n'a jamais été une priorité majeure. Bien que le secteur privé et les organisations paysannes viables aient fortement investi dans la recherche relative aux cultures de rente commercialement importantes, notamment le café, le thé, la canne à sucre et la banane, maintes autres cultures tropicales vivrières et cultures de rente mineures ont été relativement occultées. De même, l'investissement dans la recherche zootech-

nique n'a pas été à la mesure de la contribution de ce sous-secteur à l'accroissement des revenus des ménages ou du Produit intérieur brut agricole (PIBA). Il existe aujourd'hui une gamme beaucoup plus large de technologies pour les systèmes de production et les cultures intéressant les pays développés plutôt que des technologies pour les systèmes de production des petits exploitants des pays en développement.

Globalement, la recherche s'est essentiellement focalisée sur l'intensification de la production, ce qui passe souvent par l'utilisation d'intrants achetés. Très peu d'activités de recherche ont été initiées sur l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre ou sur l'élaboration de technologies intégrées permettant de diversifier les moyens d'existence des petits exploitants et de renforcer la durabilité du mode d'utilisation des terres. De même, la recherche sur la lutte intégrée contre les ravageurs ou les adventices a été minime. Ces thèmes revêtent un intérêt très limité pour le secteur privé et risquent aussi d'être négligés par les institutions publiques de recherche. L'utilisation de cultures génétiquement modifiées semble offrir un potentiel considérable pour la réduction du volume d'intrants utilisés et l'accroissement des niveaux de production; toutefois, leur mise au point et leur introduction se heurtent à des considérations d'ordre sécuritaire dans les pays développés.

Ces problèmes ne sauraient toutefois occulter l'avancement du programme global de recherche qui se démarque de plus en plus de l'accent mis sur la performance des cultures prises isolément pour privilégier l'accroissement de la productivité des systèmes. Il s'agit essentiellement de mieux gérer les interactions entre les entreprises agricoles, le mode de gestion durable des ressources et un meilleur ciblage des technologies en direction des paysannes et des ménages pauvres. A long terme, il serait même plus important de mettre davantage l'accent sur les partenariats entre les secteurs public et privé qui sont essentiellement mus par la demande des clients. Ces mutations s'accompagnent d'une meilleure appréhension des problèmes et opportunités des producteurs, mais aussi d'une volonté accrue d'intégrer les connaissances indigènes à l'information moderne.

Libéralisation commerciale et développement des marchés

Parmi les processus fédérateurs inclus dans le terme mondialisation, l'accent dans ce document est mis sur

la réforme économique et la libéralisation commerciale. A la fin des années 70, les économies de la plupart des pays en développement souffraient énormément de l'intervention et du contrôle excessifs exercés par les gouvernements. La plupart d'entre elles étaient confrontées à de sérieuses difficultés d'ordre économique, avec des taux de croissance de leur PIB soit négatifs ou ne suivant pas le taux d'accroissement démographique. Pour résoudre ces problèmes, les institutions internationales avaient initié des programmes de prêts axés sur des réformes structurelles. Ces programmes d'ajustement structurel (PAS) se sont traduits par une libéralisation du commerce et de l'établissement des taux de change, mais aussi par une importante réduction des subventions dans la plupart des pays en développement.

Quoique l'ajustement structurel n'ait pas réussi de manière générale à faire disparaître les préférences pro-urbaines dans les politiques arrêtées par les pays en développement, la plupart des PAS prévoyaient des réformes spécifiques au secteur agricole qui se caractérisaient, entre autres, par: (i) la fin des monopoles de marché; (ii) une moindre implication des organes parapublics dans la fourniture des intrants, dans la commercialisation et la transformation des produits; (iii) la réduction ou la levée des subventions, le contrôle des prix et la levée des obstacles à la promotion des activités du secteur privé; (iv) la levée des contraintes affectant le commerce extérieur; (v) la promotion de la participation du secteur privé. Récemment, la signature de certains accords internationaux ainsi que la mise sur pied de l'Organisation mondiale du commerce ont davantage renforcé la libéralisation du commerce. Non seulement le développement des marchés s'accélère mais aussi les modes de production et d'utilisation des ressources naturelles sont l'objet d'importantes mutations, en réponse aux forces du marché. Les changements générés par cette transition ont cependant eu des effets négatifs sur un grand nombre de petits producteurs. En effet, la pauvreté s'est accrue dans la plupart des systèmes de production au cours des années 80 et au début des années 90, du fait de la baisse du niveau d'appui du gouvernement et de la chute des cours des principales spéculations produites par les petits exploitants.

À long terme, les pays en développement pourront renforcer la production de produits pour lesquels ils ont des avantages comparatifs, notamment le sucre, les fibres, les fruits et légumes et bien d'autres produits tropicaux. Les progrès réalisés à ce jour demeurent toutefois lents, ce qui tient en partie au

protectionnisme toujours exercé par la plupart des pays industrialisés sur les producteurs locaux. Les tendances générales sociales, économiques et culturelles contribueront également à réorienter profondément la demande du marché dans la mesure où l'urbanisation accrue, l'augmentation des revenus, l'amélioration des systèmes de communication et la diffusion des préférences culturelles sont autant de facteurs qui y contribueront. La mise au point de nouvelles technologies de production, de post-récolte et de transport changeront également la configuration de la demande en favorisant la mise sur le marché de nouveaux produits – ou de produits connus, mais sous une nouvelle présentation – vers des marchés précédemment inaccessibles.

Politiques, institutions et biens publics

Le développement de systèmes de production dynamiques passe nécessairement par l'instauration d'un cadre de politique favorable. Le plus grand changement intervenu dans ce domaine au cours des 30 dernières années a été l'ajustement structurel, qui est un élément dominant dans la formulation des politiques rurales et qui a accentué la perte généralisée d'autosuffisance alimentaire nationale. Bien que l'autosuffisance alimentaire au plan national ne soit plus un objectif majeur, la sécurité alimentaire des ménages demeure quant à elle une importante question de politique pour les pays en développement et pour le monde en général. Ceci a été confirmé par le Sommet mondial de l'alimentation organisé en 1996.

Depuis un certain temps, les décideurs politiques mettent de plus en plus l'accent sur l'efficacité des prestations de services par la restructuration des institutions. Ceci s'est traduit par le transfert d'un grand nombre d'activités, relevant traditionnellement du secteur public, à la société civile et au secteur privé et la décentralisation des services gouvernementaux restants, ainsi que la réduction de l'investissement public pour la fourniture de services publics. Les deux premières approches s'intègrent parfaitement à l'objectif visant à encourager une plus grande participation des communautés locales au processus de prise de décisions et d'allocation des ressources. La troisième découle en grande partie du transfert au secteur privé d'un grand nombre de responsabilités antérieurement assignées au gouvernement. Cependant, ces tendances, tout en offrant des avantages certains en termes de mobilisation des ressources non gouvernementales et de garantie d'une

pertinence accrue des activités publiques par rapport aux besoins locaux, ont entraîné certaines difficultés. En effet, on note une réaction généralement tiède ou partielle de la part du secteur privé qui, dans la plupart des cas, n'a pas bénéficié des incitations nécessaires pour se substituer au secteur public en matière de finance, de recherche, de vulgarisation, d'éducation, de santé et même de mise en place et d'entretien des infrastructures. Les petits exploitants et les ménages dirigés par les femmes ont fait les frais de ce phénomène de manière disproportionnée. En dépit de cette omission critique, le renforcement des institutions locales, qui a porté entre autres sur la décentralisation et la démocratisation au plan local, est perceptible dans plusieurs pays. Ces tendances ont mis à nu des conflits entre les autorités centrales et locales, notamment dans la définition des priorités de développement et des allocations budgétaires de même que dans l'élaboration des mécanismes de suivi.

Un autre domaine de politique qui gagne de l'importance est l'accès aux ressources naturelles et leur contrôle, particulièrement la terre et l'eau. À mesure que les populations s'accroissent et que les terres marginales continuent de se dégrader, les réclamations des pauvres, des minorités et des populations indigènes pour un accès plus équitable à ces ressources continuera de s'intensifier. Bien que l'accélération du phénomène d'urbanisation allège en partie la pression, les gouvernements incapables de définir et de mettre en œuvre des politiques efficaces en matière de propriété foncière, de gestion de l'eau et de réformes de la fiscalité s'exposeront à de sérieux risques de conflits sociaux.

Information et capital humain

La nécessité d'une meilleure information et d'un renforcement du capital humain s'est accrue dans la mesure où les systèmes de production sont devenus plus intégrés aux systèmes de marché. Le manque d'éducation, d'information et de formation s'érige toujours en facteur limitant le développement des petits exploitants. Les observateurs prévoient une révolution de l'information qui mettra à la disposition des petits producteurs un important volume d'informations technologiques, institutionnelles et commerciales. Cependant, il est peu probable que l'essentiel de ces informations atteigne dans un proche avenir les producteurs pauvres dans les pays à faible revenu. Inévitablement, des questions relatives à l'accès et à la diffusion équitables de l'information se poseront dans

la mesure où les populations marginalisées sont occultées dans ce processus.

Les conflits armés, la migration des hommes à la recherche d'un emploi et l'accroissement du taux de mortalité imputable au sida ont entraîné une augmentation du nombre de ménages dirigés par des femmes et constituent un obstacle de taille à la capacité des femmes à produire, à fournir et à préparer les repas. Malgré leur rôle prédominant dans l'activité agricole, elles demeurent chroniquement défavorisées en termes d'accès à l'éducation, à la formation, aux conseils et aux services commerciaux. Dans le monde en développement, les femmes sont fréquemment privées du statut juridique leur donnant accès à des prêts. Ce barrage mine tous les efforts déployés par les femmes dans le but de valoriser leurs activités agricoles.

L'un des plus grands acquis à mettre au crédit des pays en développement au cours des trois dernières décennies a été l'élargissement des programmes d'alphabétisation et de l'enseignement primaire à la majorité de la population rurale. Vu les avantages substantiels et reconnus qu'offre l'enseignement primaire, l'enseignement en milieu rural devrait se développer considérablement dans les pays où la discrimination à l'encontre des femmes est faible, où il n'existe aucun conflit civil et où la stabilité économique peut être maintenue. Alors que, par le passé, la plupart des efforts de développement ignoraient les femmes – parce que les planificateurs avaient une mauvaise compréhension de leur rôle dans l'agriculture et la sécurité alimentaire – davantage d'efforts sont aujourd'hui déployés pour une plus grande prise en compte de leur situation. Une amélioration progressive devrait découler de l'élévation du niveau de l'enseignement primaire étant donné qu'une proportion plus grande de paysannes sont maintenant en mesure de communiquer dans la langue des agents de vulgarisation, des banquiers ou des ges-

tionnaires des agro-industries. Ces progrès pourraient mieux préparer la génération future à participer à une agriculture basée sur la connaissance et à mettre à profit les moyens modernes de communication de l'information.

GUIDE DU LECTEUR

Ce résumé présente un aperçu des défis et opportunités futurs ainsi que des stratégies de développement agricole préconisées pour le monde en développement. La pertinence de l'analyse des systèmes de production a été discutée dans ce chapitre et un accent particulier a été mis sur la description des principales tendances susceptibles d'influer sur l'évolution de ces systèmes au cours des 30 prochaines années. S'inspirant des projections faites par la FAO et s'appuyant sur une gamme de bases de données, l'ouvrage procède, aux chapitres 2 à 7, à une délimitation et à une analyse des principaux systèmes de production rencontrés dans les six principales régions où sont classés les pays en développement du monde. Vu qu'une région prise isolément peut renfermer jusqu'à 16 systèmes de production identifiés, trois à cinq systèmes ont été retenus dans chaque région pour une brève analyse détaillée, chaque analyse régionale se terminant par un examen des priorités de stratégie générale pour la région. Les points communs, les priorités et les défis transversaux émanant de ces analyses sont présentés au chapitre 8 tandis que les conclusions et perspectives figurent au chapitre 9. Le présent document consiste en un extrait, considérablement résumé, du livre du même titre publié en collaboration par la FAO et la Banque mondiale, et dans lequel les éléments de discussion présentés ici sont repris de façon beaucoup plus détaillée, et étayés par des éléments factuels beaucoup plus développés.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Cette région⁷ regroupe 626 millions d'habitants dont 61 pour cent (soit 384 millions) travaillent dans l'agriculture. La superficie totale des terres émergées est de 2 455 milliards d'hectares dont 173 millions cultivés (cultures annuelles et pérennes), soit le quart de la superficie potentiellement exploitable. Les zones arides et semi-arides constituent 43 pour cent de la superficie totale. En Afrique de l'Ouest, 70 pour cent de la population totale vit dans les zones humides et sub-humides tandis qu'en Afrique de l'Est et australe, seule la moitié de la population occupe ces terres.

Malgré d'abondantes ressources naturelles, le PNB régional par habitant était plus faible à la fin des années 90 qu'il ne l'était en 1970. 19 des 25 pays les plus pauvres du monde sont localisés en Afrique subsaharienne, région caractérisée par une forte disparité des revenus. En Afrique orientale et australe, la pauvreté rurale représente jusqu'à 90 pour cent de la pauvreté totale. Au cours des 30 dernières années, le nombre de personnes sous-alimentées dans la région a considérablement augmenté, passant à quelque 180 millions en 1995-1997.

15 systèmes de production ont été identifiés et résumés au tableau 2.1 ci-dessous. Vu le nombre de ménages agricoles qui peuvent appartenir à un système de production, il est inévitable de retrouver une forte hétérogénéité dans les plus grands systèmes et plusieurs sous-systèmes peuvent être identifiés dans ce cas. Les cinq systèmes les plus importants en termes de population, de pauvreté et de potentiel de croissance sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système irrigué. Il regroupe des grands périmètres irrigués couvrant 35 millions d'hectares pour une population agricole de 7 millions d'habitants. La culture irriguée est renforcée par des cultures pluviales ou par l'élevage. La maîtrise de l'eau est totale ou partielle tandis que la taille des exploitations va de 22 hectares par ménage dans le périmètre de Gezira à moins de 1 hectare. Le risque d'échec total de culture n'existe pratiquement pas mais le revenu des exploitants est sensible aux pénuries d'eau, à la détérioration des structures d'irrigation et au déséquilibre entre les coûts des intrants et les prix des produits. La plupart des périmètres sont aujourd'hui confrontés à des crises mais si les problèmes d'ordre institutionnel sont résolus, le potentiel de croissance agricole futur est garanti. L'incidence de la pauvreté est plus faible que dans les autres systèmes de production et le nombre de pauvres en termes absolus est réduit.

Le système arboricole. L'aire d'extension de ce système s'étend dans la zone humide de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et occupe 73 millions d'hectares pour une population agricole de 25 millions d'habitants. Les terres cultivées couvrent 10 millions d'hectares (6 pour cent), dont seulement 0,1 million est irrigué. Ce système est organisé autour de la culture de produits industriels tels que le cacao, le café, le palmier à huile et l'hévéa. Les cultures vivrières intercalaires servent principalement à l'autoconsommation. L'élevage de bovins est limité. On y rencontre également des plantations industrielles (palmiers à huile et hévéa notamment), ce qui offre divers services aux petits exploitants à travers des plantations pilotes ou des contrats de collecte de récolte. L'incidence de la pauvreté est faible à modérée et se limite aux très

⁷ Voir en annexe la liste des pays inclus dans cette région.

Table 2.1 Les principaux systèmes de production rencontrés en Afrique subsaharienne

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Irrigué	1	2	Riz, coton, cultures maraîchères, cultures pluviales, bovins, volailles
Cultures arboricoles	3	6	Cacao, café, palmier à huile, hévéa, ignames, maïs, travaux non agricoles
Axé sur la forêt	11	7	Manioc, maïs, haricots, taro
Riz-arboriculture	1	2	Riz, banane, café, maïs, manioc, cultures maraîchères, élevage, travaux non agricoles
Cultures pérennes des hauts plateaux	1	8	Banane, plantain, enset (pseudo-bananier d'Éthiopie), café, manioc, patate douce, haricots, céréales, élevage, volaille, travaux non agricoles
Mixte tempéré des hauts plateaux	2	7	Blé, orge, tef, pois, lentilles, haricots, navette, pommes de terre, moutons, chèvres, élevage, volaille, travaux non agricoles
Cultures à racines et tubercules	11	11	Ignames, manioc, cultures maraîchères, travaux non agricoles
Mixte axé sur les céréales et les tubercules	13	15	Maïs, sorgho, mil, manioc, ignames, cultures maraîchères, bovins
Mixte axé sur le maïs	10	15	Maïs, tabac, coton, bovins, chèvres, volailles, travaux non agricoles
Assoc. de grandes exploit. commerciales et petits exploitants	5	4	Maïs, légumineuses à grain, tournesol, bovins, moutons, chèvres, montants envoyés par les proches
Agropastoral axé sur le mil/sorgho	8	8	Sorgho, mil, légumineuses à grain, sésame, bovins, moutons, chèvres, volaille, travaux non agricoles
Pastoral	14	7	Bovins, chameaux, moutons, chèvres, montants envoyés par les proches
Dispersé (aride)	17	1	Maïs irrigué, cultures maraîchères, palmiers dattiers, bovins, travaux non agricoles
Pêche côtière artisanale	2	3	Pêche maritime, noix de coco, noix d'anacardier, banane, ignames, fruits, chèvres, volaille, travaux non agricoles
Urbain	<1	3	Fruits, cultures maraîchères, produits laitiers, bovins, chèvres, volaille, travaux non agricoles

Source: Données et expertise FAO.

petits exploitants et travailleurs agricoles.

Le système de production mixte céréales-cultures à racines. Ce système s'étend à travers la zone sub-humide sèche d'Afrique de l'Ouest jusqu'en Afrique centrale et australe. La superficie totale est de 312 millions d'hectares pour une population agricole de 59 millions. Les terres cultivées sont estimées à 31 millions d'hectares dont seulement 0,4 million en irrigué. L'élevage de bovins y est pratiqué de manière extensive, avec quelque 42 millions de têtes de bétail. Bien que le maïs, le sorgho et le mil soient communé-

ment cultivés, les tubercules tels que l'igname et le manioc ont une part prépondérante. La pratique de l'association culturale est courante et une large gamme de spéculations est cultivée et commercialisée. La principale contrainte est la sécheresse. L'incidence de la pauvreté est faible et les perspectives de croissance agricole sont excellentes. La zone abritant ce système pourrait devenir le grenier de l'Afrique et constituer une importante source de recettes d'exportation.

Le système de production mixte axé sur le maïs. Il s'agit du système de production alimentaire prépondérant

en Afrique de l'Est et australe; il s'étend à travers les zones de plateaux et de hauts plateaux de 800 à 1 500 m. La superficie totale est de 246 millions d'hectares pour une population agricole de 60 millions d'habitants. Les terres cultivées sont de l'ordre de 32 millions d'hectares dont seulement 0,4 million sous irrigation. La culture vivrière est le maïs tandis que les principales ressources monétaires proviennent des montants envoyés par les migrants, du bétail, des petits ruminants, du tabac, du café, du coton et la vente de cultures vivrières telles que le maïs et les légumineuses à grains. L'élevage compte 36 millions de bovins. Ce système connaît actuellement une crise dans la mesure où l'utilisation des intrants a fortement baissé du fait d'une pénurie de semences, d'engrais et de produits agrochimiques, associée aux prix élevés des engrais par rapport au prix du maïs. La sécheresse et l'instabilité des marchés sont les principales contraintes. On note dans cette région peu de pauvreté chronique. En dépit de la crise actuelle qui l'affecte, les perspectives de croissance agricole à long terme y sont relativement bonnes et le potentiel de réduction de la pauvreté élevé.

Le système agropastoral axé sur le mil et le sorgho. Il est pratiqué dans les zones semi-arides de l'Afrique de l'Est et sur de larges surfaces en Afrique de l'Est et australe. La superficie totale est de 198 millions d'hectares avec une population agricole de 33 millions d'habitants. La superficie cultivée est de 22 millions d'hectares et la pression exercée sur les rares terres arables est très forte. L'agriculture et l'élevage y revêtent pratiquement la même importance. Le sorgho pluvial et le petit mil sont les principales sources d'alimentation tandis que le sésame et les légumineuses à grains sont parfois commercialisés. On y compte 25 millions de bovins, ainsi que des ovins et des caprins. La sécheresse y constitue la principale cause de vulnérabilité et la pauvreté est fréquente et quelquefois chronique. Le potentiel de réduction de la pauvreté est moyen.

Évolutions significatives au niveau de la région

Le sida a déjà fait régresser le taux de croissance démographique mais la population totale de cette région devait néanmoins s'accroître de 78 pour cent au cours des trois décennies à venir bien que la population rurale n'augmentera que de 30 pour cent en raison de l'urbanisation galopante. Les superficies totales exploitées annuellement ou en permanence devraient s'accroître de manière modérée jusqu'en

2030 tandis que l'augmentation moyenne des rendements, qui devrait être de 60 pour cent, accompagnée d'un accroissement des superficies irriguées et d'utilisation d'engrais, devraient se traduire par un doublement de la production de toutes les cultures. La production animale devrait croître modérément du fait de l'expansion de la demande des consommateurs urbains en viande, lait et œufs. L'essentiel de la production agricole continuera de provenir du système de production pluvial dominé par les petits exploitants.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Malgré l'abondance relative des ressources naturelles, l'incidence de la faim et de la pauvreté dans la région est plus marquée que dans les autres régions en développement tandis que le taux de croissance démographique y est plus élevé et le nombre de pauvres augmente de façon alarmante. Néanmoins, le cadre institutionnel, économique et politique existant n'offre toujours pas les incitations nécessaires pour stimuler la production agricole. Les programmes de développement sont toujours caractérisés par un biais urbain tandis que l'apport de biens publics ruraux demeure inadéquat. Les interventions doivent être orientées sur un appui à l'augmentation de la productivité dans les exploitations des ménages pauvres ainsi que sur la diversification de la production vers des activités à rentabilité élevée surtout dans les zones à haut potentiel où vivent la majorité des pauvres. Le développement de sources de revenu alternatives (à la fois l'emploi non agricole local et même l'abandon de la pratique agricole) constituera un important volet des programmes de réduction de la pauvreté, en particulier dans les zones à faible potentiel.

Des gains substantiels pourraient être obtenus si l'accent était mis à nouveau sur l'amélioration des politiques sectorielles agricoles. Deux domaines prioritaires s'imposent à cet égard: (i) les droits des usagers des ressources; et (ii) les investissements publics à long terme. Quelques exemples dans ce dernier domaine sont le bon aménagement du sol, la gestion durable des ressources naturelles, la conservation des sols et de l'eau, la protection de l'environnement, la préservation de la biodiversité, l'éradication de la mouche tsé-tsé et la fixation du carbone. Les systèmes à potentiel de croissance élevé souffrent énormément d'un manque de services, y compris le transport et l'enseignement. Le défi à relever consiste

à fournir ces services publics de manière durable, en s'assurant que les autorités et les communautés locales contribuent à leur fonctionnement. Il est nécessaire de développer des partenariats productifs entre les secteurs public et privé, la société civile et les organisations paysannes.

De manière générale, non seulement les exportations non traditionnelles doivent être promues mais il convient aussi de privilégier les produits à valeur plus élevée. Parmi les solutions partielles qui pourraient être envisagées figurent: la diversification, pour intégrer les cultures d'exportation non traditionnelles, l'amélioration des produits d'exportation existants afin d'obtenir les prix les plus élevés possibles (réhabilitation, traitement amélioré) et la recherche de marchés porteurs tels que les produits biologiques et les aliments demandés par diverses ethnies africaines.

L'abondance de ressources naturelles dans la région offre la base nécessaire pour un développement agricole privilégiant les pauvres, à condition que les incitations appropriées existent. L'analyse des principaux systèmes de production souligne l'importance relative des stratégies des ménages pour échapper à la pauvreté et qui sont, par ordre d'importance: la diversification, l'intensification, l'augmentation de la taille des exploitations, l'abandon de la pratique agricole et l'augmentation des revenus non agricoles. Pour réduire de moitié la faim et la pauvreté à l'horizon 2015, des efforts considérables devront être déployés pour stimuler une croissance générale, qui dépend en dernier recours de l'initiative et des efforts des familles agricoles individuelles au sein de chaque système. Bien qu'il soit impossible, sur la base de l'analyse régionale en cours, de conseiller des interventions spécifiques au plan national, le défi global de réduction de la faim et de la pauvreté dans la région requiert cinq initiatives stratégiques interdépendantes:

Une gestion durable des ressources. La gestion durable des ressources devrait se concentrer sur la réduction de la dégradation des terres, la gestion de la fertilité des sols et de leur productivité. Elle doit entraîner une recapitalisation des sols et une hausse de la productivité. Les composantes à privilégier sont la prise en compte des connaissances des paysans ainsi que les systèmes d'information nécessaires pour documenter et partager les acquis; le renforcement des ressources telles que la petite irrigation et la collecte des eaux; la recherche participative appliquée focalisée sur des technologies intégrées faisant appel à la connaissance

des populations indigènes et à celle des chercheurs pour l'adoption de pratiques agricoles de conservation; l'agroforesterie, la lutte intégrée contre les ravageurs et l'intégration cultures-élevage, de même que le renforcement des capacités des groupes d'utilisateurs des ressources.

Un accès amélioré aux ressources. L'accès des agriculteurs pauvres aux ressources agricoles devrait créer des conditions viables pour les petites entités familiales agricoles. Les interventions à privilégier sont, entre autres: une réforme agraire axée sur le marché; le réaménagement de la législation foncière, le renforcement de l'administration publique et l'adoption d'un régime foncier communautaire fonctionnel.

Une compétitivité accrue des petites exploitations. L'accroissement de la compétitivité des petits paysans pauvres renforcera leur capacité à profiter des opportunités de marché. Les composantes à inclure dans ce domaine sont: l'amélioration des techniques de production, la diversification, la transformation, l'amélioration de la qualité des produits, l'établissement d'un lien entre la production et les marchés porteurs et le renforcement des services d'appui, y compris les institutions commerciales, sur la base de partenariats entre le public et le privé.

Réduction de la vulnérabilité des ménages. La gestion des risques pesant sur les ménages réduira la vulnérabilité des ménages agricoles aux catastrophes naturelles et aux aléas économiques qui sont fréquents dans l'agriculture africaine. Les composantes à privilégier sont: la mise au point de variétés précoces résistantes à la sécheresse et d'espèces animales robustes ainsi que l'adoption de pratiques de production améliorées pour la rétention de l'humidité, la mise en place de mécanismes d'assurance et le renforcement des autres mécanismes traditionnels de partage de risques.

Réagir à la propagation du sida. Des actions immédiates doivent être menées en vue de juguler la propagation et l'impact du sida. Les composantes à privilégier sont: le lancement de campagnes d'information, la fourniture de préservatifs à des prix abordables, l'accès aux traitements, des réformes foncières pour préserver les droits des veuves, la formation agricole au profit des orphelins et l'instauration de filets sociaux de sécurité pour appuyer les efforts des communautés rurales dans leur assistance aux orphelins.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

...

LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord⁸ comprend des pays à revenu faible et intermédiaire qui s'étendent de l'Iran au Maroc. La population y est estimée à 296 millions d'habitants dont plus de 120 millions vivant en milieu rural. La population agricole, estimée à 84 millions d'habitants, pratique aussi la pêche et l'élevage. Cette région couvre une superficie totale de 1,1 million d'hectares et abrite plusieurs types d'environnements. Cependant, les zones arides et semi-arides à pluviométrie faible et variable prédominent. Les zones modérément humides représentent moins de 10 pour cent de la superficie mais occupent presque la moitié de la population agricole tandis que les zones plus arides représentent presque 90 pour cent de la superficie totale mais occupent moins de 30 pour cent de la population. Les cultures pluviales sont pratiquées pendant l'hiver, plus humide, tandis que les zones irriguées sont exploitées toute l'année. Les principales cultures pluviales sont le blé, l'orge, les légumineuses, les olives, les raisins, les fruits et légumes. L'élevage, qui concerne les ovins et les caprins essentiellement, est une importante composante de la plupart des systèmes de production. Une forte proportion des ménages pauvres se compose de producteurs ou d'éleveurs qui dépendent de l'agriculture comme principal moyen d'existence ou source de revenu.

Huit principaux systèmes de production ont été identifiés et délimités sur la base d'un nombre de critères décrits au premier chapitre. Ces systèmes sont présentés au Tableau 3.1 ci-dessous et leur

emplacement géographique indiqué sur la carte. Les systèmes les plus importants en termes de population, de pauvreté et de potentiel de croissance sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système irrigué. Il regroupe des petits et des grands périmètres irrigués. Le sous-secteur des grands périmètres occupe au total 80 millions de personnes dont une population agricole de 16 millions. Les superficies cultivées sont estimées à 8,1 millions d'hectares presque entièrement composées de superficies et de périmètres irrigués dans toutes les zones. On y pratique des cultures de rente et d'exportation à valeur élevée, ainsi que des cultures maraîchères et fruitières de manière extensive. Le sous-système des petits périmètres est aussi largement présent dans la région et, quoique n'occupant pas autant de personnes, demeure une importante composante pour la survie de nombreuses populations vivant dans les zones arides et montagneuses reculées. Les propriétaires – exploitants ou les métayers exploitent de très petites exploitations – 0,02 à 1 hectare – souvent à l'intérieur de systèmes pluviaux plus vastes. Les principales cultures sont les céréales en association, les fourrages et les cultures maraîchères. L'incidence de la pauvreté dans ces deux sous-systèmes est jugée modérée.

Le système de production mixte des hauts plateaux. Il s'agit du système le plus important du point de vue démographique – 65 millions de personnes dont une population agricole estimée à 27 millions – mais il ne représente que 7 pour cent de la superficie totale. En effet, sur un total de 74 millions d'hectares, les terres cultivées couvrent 22 millions d'hectares, dont

⁸ Voir en annexe la liste des pays composants cette région. La Turquie n'est pas considérée comme membre de ce système et figure plutôt dans la région Europe de l'Est et Asie centrale.

Tableau 3.1 Les principaux systèmes de production du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Irrigué	2	17	Fruits, légumes, culture de rente
Mixte des hauts plateaux	7	30	Céréales, légumineuses, ovins, activités para-agricoles
Mixte pluvial	2	18	Culture arboricole, céréales, légumineuses, activités para-agricoles
Mixte aride	4	14	Céréales, ovins, activités para-agricoles
Pastoral	23	9	Ovins, caprins, orge, travaux para-agricoles
Dispersé (aride)	62	5	Chameaux, ovins, travaux para-agricoles
Pêche côtière artisanale	1	1	Pêche, activités para-agricoles
Urbain	<1	6	Horticulture, élevage, activités para-agricoles

Source: Données et connaissance FAO.

Note: La prévalence de la pauvreté porte sur le nombre de personnes vivant dans des conditions de pauvreté et non sur l'acuité de la pauvreté.

environ 5 millions d'hectares en conditions irriguées. Deux sous-systèmes y sont rencontrés: un dominé par les cultures céréalières pluviales ainsi que les légumineuses et l'arboriculture (fruits et olives) pratiquées en terrasses et un sous-système centré sur l'élevage (essentiellement des ovins) rencontré sur des terres gérées par la communauté. La pauvreté y est très présente dans la mesure où les marchés sont souvent éloignés, l'infrastructure inadéquate et la dégradation des ressources naturelles une contrainte de taille.

Le système de production mixte pluvial. La population dans ce système est estimée à 40 millions d'habitants, dont 16 millions intervenant dans l'agriculture. Il n'occupe que 2 pour cent de la superficie totale de la région, d'où une forte densité démographique. Les terres cultivées sont estimées à 14 millions d'hectares dont l'arboriculture et la vigne. On y dénombre 8 millions de bovins. Une irrigation d'appoint est maintenant utilisée en hiver sur 0,6 million d'hectare exploité en blé et en cultures de rente d'été. Les zones plus humides abritent de l'arboriculture (olives et fruits), des melons et des raisins. On note également des activités de pâturage en saison sèche, des ovins transhumants venus des zones de steppe. Le niveau de pauvreté y est modéré mais aurait pu être plus important sans les revenus substantiels tirés des travaux non agricoles effectués par les travailleurs saisonniers migrants.

Le système mixte en zone aride. Il est rencontré en zones sèche sub-humides et occupe une population

agricole de 13 millions d'habitants exploitant 17 millions d'hectares de terres cultivables. La densité démographique y est plus faible que celle enregistrée dans les autres principaux systèmes arables et les exploitations sont plus étendues. Les principales céréales cultivées sont l'orge et le blé, pratiquées dans un système de rotation avec une jachère annuelle ou bi-annuelle. La sécheresse y est fréquente d'où un risque élevé d'insécurité alimentaire. L'élevage, avec 6 millions de bovins et un plus grand nombre de petits ruminants, est largement intégré aux systèmes de production et de fourrage. L'incidence de la pauvreté y serait très répandue chez les petits producteurs.

Évolutions significatives au niveau de la région

La tendance la plus significative notée au cours des 30 dernières années a été l'accélération du phénomène d'urbanisation et la croissance des villes. Cette tendance devrait se confirmer, ce qui entraînera une augmentation rapide de la demande en eau et en produits alimentaires, en particulier les céréales et les produits d'élevage. Durant la période 2000-2030, la population de la région devrait presque doubler par rapport à son niveau actuel, estimé à 296 millions d'habitants. Ceci pourrait avoir une incidence négative majeure dans les zones à sols fragiles ou vulnérables, ainsi que sur les terrains en pente. Ces facteurs combinés influenceront directement sur les ressources hydrauliques de la région. Quoique le potentiel d'expansion futur soit limité, le taux d'exploitation des terres arables passera à 82 pour cent

du potentiel total. Cependant, les terres nouvellement cultivées seront assujetties à de sérieux problèmes de climat, de pente ou de carences. Durant la période 2000-2030, la surface totale irriguée devrait s'accroître de 20 pour cent, ce qui portera les superficies irriguées à un niveau égal à 77 pour cent de toutes les terres potentiellement irrigables. Au total, les besoins en eau d'irrigation devraient augmenter de 14 pour cent, tandis que l'efficacité d'utilisation de l'eau pourrait atteindre 65 pour cent. Les projections relatives à l'accroissement de la consommation d'énergie (6 pour cent) sont faibles, mais la région pourra toujours parvenir à un niveau de consommation journalière moyenne de 3 170 kcal jusqu'à l'horizon 2030, ce qui dépasse largement la moyenne des pays en développement, estimée à 3 020 kcal.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD

Les objectifs prioritaires retenus par les Etats de la région portent sur le développement des infrastructures essentielles (routes, adduction d'eau, services, systèmes énergétiques), la réglementation de l'utilisation des ressources et la fixation des prix pour des ressources de plus en plus rares, en particulier l'eau. Il conviendra de mieux gérer les ressources au plan régional et de veiller à une plus grande participation des parties prenantes pour la gestion et la protection des terres, de l'eau et des pâturages. Pour ce faire, il conviendra de renforcer les institutions locales et d'habiliter les communautés mais aussi d'initier des partenariats plus constructifs entre le secteur privé, les principaux donateurs et l'Etat. Il s'agira également de mettre en place la législation et le cadre réglementaire nécessaires pour contrôler la pression exercée par les activités de pâturage sur les terres arides et de plateaux. Ces actions devraient être associées à l'élaboration de: (i) politiques et réglementations dissuadant de l'importation de grains bon marché utilisés pour l'alimentation animale; (ii) la mise en place de groupes de commercialisation des produits; et (iii) l'initiation de groupes d'action et de recherche.

Les systèmes irrigués, contrairement à bien d'autres systèmes, offrent la possibilité d'une plus grande diversification, d'association et d'intensification culturales. Un autre domaine d'investissement qui pourrait être privilégié porte sur la diversification et l'orientation vers des modes cultureux économi-

sant les ressources hydrauliques. Cela passe par le développement et l'accès par les producteurs à des micro-systèmes de distribution de l'eau, qui ne sont actuellement à la portée que d'un groupe relativement restreint de fermiers commerciaux. Il conviendra également pour les groupements de producteurs-chercheurs de créer ou d'explorer de nouveaux systèmes de rotation et d'association culturales ainsi que de gestion de la période de culture et de récolte. L'introduction de techniques, d'équipements et de stratégies favorisant des pratiques agricoles de conservation faisant un meilleur usage de la main-d'œuvre, du sol et des ressources hydrauliques est également d'une importance capitale pour la région.

En dépit du fait que l'économie de ces pays soit basée sur le pétrole, la production agricole et les ressources hydriques n'en demeurent pas moins des éléments vitaux pour les populations agricoles. Les perspectives de réduction de la pauvreté agricole et la poursuite des objectifs internationaux visant à cet effet semblent bonnes. Cependant, deux groupes demeurent toujours exclus de la plupart des initiatives de développement. Il s'agit des producteurs les plus pauvres en zones arides et des éleveurs. Nombre de menaces pèsent sur la stabilité et la pérennité des systèmes basés sur les ressources naturelles, tandis que les politiques alimentaires inappropriées ou inappliquées exercent une pression supplémentaire qui se traduit par de faibles prix en zones urbaines, au détriment des producteurs les plus pauvres et des éleveurs. Des enseignements ont néanmoins été tirés et on assiste à une reconnaissance progressive de la nécessité de réorienter les interventions de développement vers l'élimination de la pauvreté par une utilisation durable des ressources. Cinq initiatives stratégiques majeures sont proposées:

Une meilleure gestion de l'irrigation. Une plus grande efficacité dans la gestion de l'eau d'irrigation est essentielle pour appuyer l'intensification et la diversification de la production et freiner l'amenuisement des ressources. Les périmètres irrigués utilisant l'eau de surface et les eaux souterraines seront inclus dans ce programme. L'accent devra être mis sur la technologie, le coût de l'eau et sur d'autres aspects réglementaires.

Une gestion durable des ressources. Les ressources pédologiques et hydrauliques doivent être conservées. Il convient de mieux gérer les bassins versants dans les zones de collines et de montagnes, de conserver les sols dans les terrains en pente et d'améliorer

la gestion des parcours pastoraux. L'accent devra être mis sur le renforcement des groupes d'utilisateurs de ressources au plan local, pour une meilleure gestion mais aussi pour l'élaboration de politiques à long terme.

La restructuration des services agricoles. La réorientation des systèmes de recherche agricole pour une plus grande implication des producteurs renforcera l'intensification des systèmes irrigués et mixtes pluviaux ainsi que la diversification des activités dans tous les systèmes. Les autres initiatives à mener sont: (i) la mise en place des services de vulgarisation basés sur une large gamme de prestataires de services publics et privés et (ii) un appui accru aux agro-industries afin de créer des débouchés non agricoles au profit des agriculteurs.

La revitalisation des systèmes d'irrigation agricole. L'adoption de nouvelles approches par rapport à la

science et aux systèmes d'enseignement supérieur est un aspect particulièrement important dans la formation des diplômés qui travailleront dans les entités du secteur agricole public et privé. Les avancées significatives dans les domaines de l'enseignement interdisciplinaire et de la pensée systémique qui ont grandement contribué à l'éducation agricole dans d'autres parties du monde au cours des 20 dernières années doivent être adaptées.

La rationalisation des politiques agricoles. Les politiques doivent réorienter les activités de développement vers l'élimination de la pauvreté axée sur une utilisation durable des ressources. Il est impératif de décourager l'importation des céréales bon marché utilisées pour la production animale intensive et de lever toutes formes de subventions aux faibles prix appliqués en zones urbaines, au détriment des agriculteurs les plus pauvres et des éleveurs.

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE

...

LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Cette région⁹ regroupe 28 pays dont la plupart ont initié de profondes réformes économiques au cours des dernières années. Il existe deux sous-régions caractérisées par des différences significatives dans les progrès et les résultats obtenus dans la mise en oeuvre de ces réformes: (i) l'Europe centrale et du Sud-Est (ECSE); et (ii) la Communauté des Etats indépendants (CEI). Le premier groupe regroupe les Etats baltes, la Pologne, les pays d'Europe centrale et australe et la Turquie. Il couvre une superficie de 210 millions d'hectares pour une population rurale de 67 millions d'habitants dont 38 millions interviennent dans le domaine agricole. La zone la plus productive s'étend dans la partie agroécologique subhumide. On y rencontre communément des zones de montagnes et de collines avec plus de 30 pour cent de pentes dans la sous-région australe. La CEI regroupe tous les pays de l'ancienne Union soviétique, à l'exception des Etats baltes, et couvre une superficie totale de 2 180 milliards d'hectares, avec une population de 284 millions d'habitants dont 33 pour cent vivent en zones rurales. De vastes surfaces couvrant plus de la moitié de la région s'étendent dans la partie Nord aride ou subhumide sèche caractérisée par les pergélisols et un déficit hydrique qui les rend impropres à la culture. La densité démographique y est inférieure à trois habitants par km². Les systèmes les plus productifs de cette sous-région sont localisés dans la zone agroécologique subhumide à l'Ouest. La plus grande partie de la sous-région s'étend dans la zone aride et semi aride avec un potentiel de production limité,

sauf en conditions irriguées. Ces deux sous-régions ont enregistré d'importantes réductions de leur niveau de production, de même qu'une augmentation de l'inégalité sociale et un accroissement des populations vivant en conditions de pauvreté.

Au total, 11 principaux systèmes de production ont été identifiés et résumés au Tableau 4.1 puis illustrés sur la carte. Les trois systèmes les plus importants en termes de population, d'ampleur de la pauvreté et du potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système de production mixte. Il couvre une superficie de 85 millions d'hectares confinés dans les basses plaines d'altitude en zone subhumide à sols hydromorphes. Les superficies cultivées sont estimées à 35 millions d'hectares, essentiellement exploitées en blé, maïs, oléagineux et seigle ainsi que de petites superficies constituées de cultures fruitières et maraîchères. La population totale est estimée à 99 millions d'habitants dont 16 millions intervenant dans le domaine de l'agriculture. La production animale porte essentiellement sur les produits laitiers, le bœuf et le porc. Les zones de collines et de montagnes associées sont couvertes de pâturages et de forêts. Ce système est caractérisé par deux sous-systèmes dominants: les exploitations familiales à petite et moyenne échelle et les exploitations commerciales à moyenne et grande échelle encore appelées fermes coopératives. La pauvreté y est jugée modérée et se confine parmi les groupes les plus vulnérables tels que les minorités ethniques, les chômeurs, les travailleurs non spécialisés et les populations exploitant des zones marginales.

⁹ Voir en annexe la liste des pays inclus dans cette région.

Tableau 4.1 Principaux systèmes de production de l'Europe de l'Est et d'Asie centrale

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Irrigué	1	4	Coton, riz/céréales, tabac, fruits, légumes, activités non agricoles
Mixte	4	18	Blé, maïs, oléagineux, orge, élevage
Élevage en zone de forêt	3	5	Fourrage, foin, céréales, cultures industrielles, pommes de terre
Mixte axé sur l'horticulture	3	11	Blé, maïs, oléagineux, fruits, maraîchage intensif, élevage, revenus non agricoles
Céréales-légumes à grande échelle	4	16	Blé, orge, maïs, tournesol, betterave, légumes
Céréales-élevage à petite échelle	1	4	Blé, orge, ovins et caprins
Céréales-élevage extensif	18	15	Blé, foin, fourrage, bovins, ovins
Pastoral	3	10	Ovins, bovins, céréales, cultures fourragères, pommes de terre
Dispersé (froid)	52	2	Seigle, avoine, rennes, pommes de terre, porcs, forêts
Dispersé (aride)	6	8	Orge, ovins
Urbain	<1	-	Légumes, volaille, porcins

Source: Données et expertise FAO.

Le système de production céréales-cultures maraîchères à grande échelle. Ce système, caractéristique de l'Ukraine, du sud-ouest de la Fédération de Russie et de la République de Moldova couvre 100 millions d'hectares dont 38 millions de terres cultivées, essentiellement dans la zone agroécologique subhumide. La population est de 68 millions d'habitants dont 15 millions d'agriculteurs et les principales cultures sont le blé, l'orge, le maïs, le tournesol, la betterave et les produits maraîchers. La plupart des exploitations sont de grande étendue – 500 à 4 000 hectares – regroupées essentiellement en coopératives ou fonctionnant comme des entités commerciales. Elles ne génèrent que peu ou pas de revenu en liquidités et les membres des coopératives ou les ouvriers agricoles dépendent de la production obtenue sur les lopins familiaux pour leurs propres besoins. Les niveaux de pauvreté sont jugés modérés à importants.

Le système extensif céréales-élevage. On le rencontre à travers toute la zone agroécologique semi aride de la Fédération de Russie et dans le nord du Kazakhstan mais il couvre aussi de vastes superficies dans le sud du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan. Elle s'étend sur 425 millions d'hectares

dont 107 millions sont cultivés. La population est estimée à 98 millions d'habitants dont 14 millions dans le secteur agricole. Il s'agit de la zone de la steppe, traditionnellement utilisée par les bergers transhumants mais aujourd'hui transformée en zone de culture. Les principales spéculations sont le blé, le foin et d'autres cultures fourragères associées à l'élevage de bovins et d'ovins. Dans les régions plus arides, avec une pluviométrie annuelle oscillant entre 200 et 300 mm, les terres sont laissées en jachère tous les deux ans. La propriété foncière passe d'un mode collectif et de fermes étatiques à un système de coopératives et d'entreprises commerciales regroupant un nombre de plus en plus important de petites fermes familiales. La pauvreté est la plus répandue chez les populations âgées, les jeunes familles, les membres des anciennes coopératives mais aussi dans les zones urbaines.

Évolutions significatives au niveau de la région

Contrairement aux autres régions à revenu faible ou intermédiaire, la croissance démographique stagne dans la région. Ceci peut s'expliquer par l'importante baisse du niveau de vie des populations par suite de l'effondrement du système d'économie à planifica-

tion centrale à la fin des années 80. La consommation d'énergie par habitant, qui était au milieu des années 80 supérieure à celle des pays industrialisés, a chuté de presque 15 pour cent une décennie plus tard. La pauvreté a augmenté plus rapidement que la sous-alimentation, le nombre des personnes vivant dans la pauvreté ayant passé de 14 millions en 1987-1988 à 147 millions en 1993-1995.

Les tendances antérieures indiquent une baisse dans l'utilisation des terres arables, après des décennies d'expansion à large échelle des terres labourées au détriment des marécages, des forêts et des steppes, souvent dans des zones ne se prêtant pas à une agriculture durable. Il est possible que les activités culturelles dans certaines des zones les plus marginales soient abandonnées. Les techniques culturelles ont évolué pour prendre en compte la part croissante des cultures vivrières, au détriment des cultures fourragères et industrielles. Les rendements ont chuté et la principale cause de la baisse de productivité réside dans le faible niveau d'utilisation des engrais. Les rendements devraient augmenter à l'avenir mais à un rythme très modéré, avec pour catalyseur la recapitalisation des fermes, la disponibilité de technologies améliorées et une plus grande expérience acquise en matière de gestion des cultures dans un contexte de faible utilisation d'intrants externes non subventionnés. Il est prévu des mutations dans les techniques culturelles suggérées par le marché. Au cours des dix dernières années, la production animale a enregistré un recul annuel de 4,5 à 8,5 pour cent. Les prévisions effectuées jusqu'en 2030 indiquent un faible niveau de reprise et des taux annuels de croissance du cheptel inférieurs à 1 pour cent.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'EUROPE DE L'EST ET L'ASIE CENTRALE

Le développement futur de la région sera facilité par de nouvelles privatisations, des ajustements structurels, la libéralisation du marché et l'expansion des systèmes de production caractérisés par des petites fermes privées ou des exploitations familiales. Après presque dix ans de réformes et l'adoption de politiques de transition plus complètes, la mutation de l'agriculture a atteint un niveau très avancé dans les pays ECSE où la production et la productivité de la main d'œuvre sont en hausse. Par contre, les pays CEI gagneraient à transformer leurs grandes unités

agricoles et à lever les disparités notées dans le domaine de la production, de la fixation des prix et de la commercialisation des produits «stratégiques». Deux approches peuvent être envisagées. La première consisterait en la mise en place de petites fermes privées gérées par une exploitation commerciale de taille moyenne qui loue des terres à ses anciens membres et leur offrirait ses services. L'autre option pourrait se traduire par la création de petites fermes entièrement indépendantes avec des services fournis par des personnes physiques au sein du groupe (p.ex. des propriétaires de tracteurs pour les services mécaniques) ou à travers divers mécanismes de coopération. La réglementation foncière devrait privilégier la propriété ainsi que la libre cession des titres fonciers, au moins pour les terres arables.

Dans la plupart des pays CEI, les réformes économiques se sont souvent traduites par l'effondrement de l'ancien système, basé sur un contrôle étatique de la commercialisation des matières premières et des produits transformés, et la spécialisation de certaines régions ou républiques dans la production de produits agricoles. Les politiques en matière de prix et de commerce doivent être rapidement améliorées et les obstacles juridiques au développement des marchés levés. Par ailleurs, les barrières commerciales informelles doivent être levées et la qualité des produits améliorée grâce à la promotion des normes et à des facilités accordées à de nouveaux types de petites industries de transformation privées. Il conviendra également de renforcer les institutions locales afin d'encourager et de promouvoir le développement de nouvelles structures de commercialisation.

Il existe un potentiel considérable de croissance agricole et de réduction de la pauvreté dans la région. Concernant les stratégies à mettre en œuvre par les ménages pauvres pour sortir de la pauvreté, la diversification des entreprises a toutes les chances de réussir au plan régional, suivie d'une augmentation des revenus non agricoles. Le défi global de réduction de la faim et de la pauvreté requiert trois initiatives stratégiques majeures, qui portent toutes sur le renforcement des capacités des institutions locales – tant dans le secteur privé que public – afin de mettre à profit la restructuration des exploitations agricoles et la libéralisation économique. Dans le secteur public, ceci implique l'acquisition de la capacité nécessaire pour passer d'un rôle de planification dans un contexte de système économique global à un rôle d'appui et d'orientation. Dans le secteur privé, cela signifie l'acquisition des connais-

sances et des compétences nécessaires pour intervenir dans une économie libérale. Les initiatives proposées, liées entre elles, sont les suivantes;

Un meilleur accès aux ressources. Améliorer les régimes fonciers afin d'encourager une utilisation efficace des terres et l'émergence d'unités agricoles privées viables, les composantes en sont: la conduite à son terme du processus de distribution des terres; la poursuite de l'appui et du développement des systèmes d'administration agraires; la promotion du transfert formel des terres (par location, bail ou vente) et par des interventions juridiques appropriées, le titrage foncier et l'évaluation foncière; et développer des compétences en matière de gestion immobilière.

Un développement élargi des marchés. Il est essentiel de faciliter et améliorer la commercialisation des produits alimentaires et agricoles. Les activités concernées sont un appui aux organisations de producteurs, aux commerçants et aux transformateurs

viables; investir dans des infrastructures de marché (y compris le développement des systèmes d'information sur les marchés et les prix); améliorer la qualité des produits alimentaires afin de se conformer aux normes internationales et lever les obstacles juridiques à une commercialisation efficiente.

Un renforcement des services agricoles. La viabilité des nouveaux modes d'exploitation suppose la mise en place de nouveaux types de services «post-privatisation» Les activités comprennent la prestation de services de conseil aux secteurs public et privé, de formation, et de dissémination d'informations de nature à améliorer les capacités techniques et commerciales des agriculteurs privés.

D'autres mesures telles que la réhabilitation des périmètres irrigués viables et la mise en place de mécanismes de financement en milieu rural doivent être privilégiées à l'échelle régionale. Cependant, pour une efficacité accrue, les capacités locales devront être préalablement renforcées.

ASIE DU SUD



LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Cette région¹⁰ compte une population de 1 344 milliards d'habitants – soit plus d'un quart de la population des pays en développement, pour une population agricole de 751 millions d'habitants. La proportion de la population sous-alimentée et pauvre y est plus élevée que dans toute autre région en développement et plus des deux tiers de cette population vivent en milieu rural. En dépit des améliorations réalisées en matière de sécurité alimentaire au cours des trois dernières décennies, 254 millions de personnes environ demeurent sous-alimentées, tandis que 43 pour cent de la population mondiale vivant avec moins d'un dollar par jour vivent dans cette région. La densité de la population rurale – estimée à 1,98 habitants par hectare, est également plus élevée que dans toute région en développement et la concentration de la majorité de la population sur moins de la moitié de la superficie totale a entraîné une sévère pression sur les ressources naturelles. 19 pour cent de la superficie totale est caractérisée par une forte densité démographique, des zones de bas fonds humides ou subhumides abritant l'essentiel de la population de cette région (43 pour cent) tandis que 29 pour cent de la superficie est de type sec, subhumide et à haute densité démographique, avec 33 pour cent de la population qui y vivent. Les 32 pour cent restants sont constitués de plateaux semi-arides et arides regroupant seulement 19 pour cent de la population de la région.

Les 11 systèmes de production décrits dans la région sont résumés au Tableau 5.1

Les quatre systèmes prédominants en termes de population, d'ampleur de la pauvreté et de potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système rizicole. Il est surtout caractérisé par une riziculture extensive de bas-fonds sur des périmètres fragmentées, avec ou sans irrigation. La superficie totale est de 36 millions d'hectares tandis que les terres cultivées couvrent 22 millions d'hectares, dont 10 millions (43 pour cent) sous irrigation. La population agricole est estimée à 263 millions d'habitants. Ce système est prédominant au Bangladesh et au Bengale occidental et côtoie un élevage de 50 millions de bovins ainsi qu'un nombre non négligeable de petits ruminants. Les agriculteurs pauvres exploitent des surfaces extrêmement réduites et comptent souvent sur les revenus non agricoles pour leur survie. La pauvreté y est extensive et chronique.

Le système de production axé sur le riz et le blé. Ce système est caractérisé par une riziculture d'été suivie d'une culture irriguée du blé en hiver (et quelquefois aussi d'une culture maraîchère de printemps sur une courte période) et s'étend sur une large bande allant du nord du Pakistan et de l'Inde, passant par la plaine du Gange jusqu'au nord-est du Bangladesh. La superficie totale est de 97 millions d'hectares et les terres cultivées occupent 62 millions d'hectares dont environ 78 pour cent en conditions irriguées. La population agricole est de 254 millions. On y note un niveau significatif d'intégration cultures-élevage, avec 119 millions de bovins et 73 millions de petits ruminants. La pauvreté y est très répandue et également très grave.

¹⁰ Voir en annexe la liste des pays composant cette région.

Tableau 5.1 Principaux systèmes de production rencontrés en Asie du Sud

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Riz	7	17	Riz pluvial (les deux saisons), cultures maraîchères, légumineuses, activités non agricoles
Pêche côtière artisanale	1	2	Pêche, noix de coco, riz, légumineuses, élevage
Riz-Blé	19	33	Riz irrigué, blé, cultures maraîchères, élevage et produits laitiers, activités non agricoles
Mixte des hauts plateaux	12	7	Céréales, élevage, horticulture, migration saisonnière
Mixte pluvial	29	30	Céréales, légumineuses, cultures fourragères, élevage, activités non agricoles
Pluvial aride	4	4	Céréales, céréales irriguées, légumineuses, activités non agricoles
Pastoral	11	3	Elevage, culture irriguée, migration
Dispersé (Aride)	11	1	Elevage lorsque l'humidité saisonnière le permet
Dispersé (Montagne)	7	0.4	Pâturage d'été
Arboricole	dispersé	1	Exportations ou cultures agro-industrielles, céréales, travail rémunéré
Urbain	<1	1	Horticulture, produits laitiers, volaille, autres activités

Source: Données et expertise FAO.

Le système mixte des hauts plateaux. Ce système mixte cultures-élevage généralement pratiqué entre les plaines exploitées en riz et blé sur les plateaux et les zones de hautes montagnes à population dispersée mentionnées plus haut, s'étend le long de la chaîne himalayenne avec de petites enclaves en Afghanistan, en Inde australe et au Sri Lanka. Les principales productions sont les céréales, les légumineuses, les cultures maraîchères, les arbres fourragers, les vergers et l'élevage. La superficie totale est de 65 millions d'hectares dont 19 millions cultivés, notamment 14 millions en irrigués. La population agricole est de 53 millions et l'on compte 45 millions de bovins et 66 millions de petits ruminants. L'incidence de la pauvreté, aggravée par les distances et l'absence de services sociaux, est jugée modérée à importante.

Le système de culture pluviale mixtes. Ce système de culture pluviale et d'élevage occupe la plus grande surface au sein du sous-continent et est confiné presque entièrement en Inde. La superficie totale est de 147 millions d'hectares tandis que les superficies cultivées sont 87 millions d'hectares dont 16 pour cent en irrigués. Les principales cultures pratiquées

sont le riz, le blé dans une moindre mesure, le petit mil, le sorgho, une gamme de légumineuses à grains et de cultures oléagineuses, la canne à sucre, les cultures maraîchères et les fruits. La population agricole est estimée à 226 millions d'habitants. L'élevage regroupe 126 millions de bovins et 64 millions de petits ruminants. Le principale contrainte est la variabilité climatique et économique extrême. La pauvreté est extensive et sa sévérité s'accroît considérablement après les périodes de sécheresse.

Évolutions significatives au niveau de la région

La population de cette région, estimée à 1 344 milliards d'habitants en 1999 devrait passer à 1 920 milliards à l'horizon 2030 tandis que la proportion de population urbaine atteindra 53 pour cent. Le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour devrait baisser de 40 pour cent à environ 18 à 25 pour cent. Les superficies cultivées n'augmenteront que de manière marginale tandis que les surfaces irriguées continueront de s'accroître quoique modérément. Les rendements rizicoles ont augmenté en moyenne de presque 2 pour cent par

an au cours des 30 dernières années tandis que la production de blé a enregistré une hausse de plus de 250 pour cent, passant à presque 100 millions de tonnes en 2000, et le taux de croissance de ces deux cultures sera maintenu durant cette période jusqu'en 2030. L'utilisation d'engrais minéraux s'est rapidement accrue au cours des dernières années, passant de 3 kg d'éléments fertilisants par hectare en 1970 à 79 kg par hectare au milieu des années 90 et devrait augmenter davantage mais à un rythme moins soutenu. L'augmentation des revenus des populations s'accompagnera d'une demande accrue en viande (en particulier la volaille et les œufs, le mouton et la viande de chèvre) et de la demande en produits laitiers. Cependant, le nombre des ruminants est susceptible de se stabiliser et même de baisser au fur et à mesure que les tracteurs se substitueront à la traction animale, actuellement assurée par les bovins.

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'ASIE DU SUD

Un appui conséquent devra être consacré à la diversification des petites exploitations et à la promotion de l'emploi dans les économies rurales non agricoles, vu leur importance pour la réduction de la pauvreté à travers les différents systèmes de production. Les mesures de nature à aider les ménages agricoles à diminuer leur dépendance dans l'agriculture seront une importante priorité secondaire et devront porter sur l'amélioration de l'éducation rurale et l'initiation à des compétences professionnelles. La réduction de la pauvreté peut également passer par l'intensification des modes de production actuels, par une meilleure gestion de l'eau et par l'adoption de technologies améliorées. Du fait de la pression exercée sur les terres, il y aura moins d'opportunités de réduction de la pauvreté dans tout autre domaine que dans l'expansion des exploitations des petits producteurs pauvres. Pour cette raison, une utilisation durable des terres et des ressources hydrauliques constitue une priorité stratégique essentielle.

La décentralisation et le renforcement des institutions locales seront des aspects clés pour le développement de la plupart des systèmes d'utilisation. Des investissements dans les routes et les services d'éducation seront également un volet crucial de toute stratégie visant l'accélération de la production agricole et le développement rural. La priorité devrait aussi être accordée à une gestion intégrée des

éléments fertilisants en milieu paysan, accompagnée d'incitations économiques pour une utilisation rationnelle des intrants. Une agriculture de conservation doit être vulgarisée, avec une plus grande intégration de l'élevage et de l'arboriculture.

Des améliorations significatives dans la gestion de l'eau ne seront possibles que si des marchés de l'eau fonctionnels sont mis en place et des coûts réalistes appliqués. La croissance et la réduction de la pauvreté peuvent émaner du réaménagement des politiques et réglementations foncières aujourd'hui obsolètes. Des investissements considérables devront être réalisés dans les marchés de produits locaux et dans les systèmes d'information sur les prix, particulièrement dans les systèmes les plus reculés. Enfin, des services financiers ruraux tels que la microfinance et l'établissement de liens avec les banques conventionnelles sont à privilégier. Au cours des 30 années à venir, l'investissement visant à donner aux petits producteurs la capacité d'accéder à une meilleure information sur les marchés, les services et les technologies devra être prioritaire. L'investissement dans les ressources humaines devra être renforcé pour stimuler la diversification et la création d'entreprises à main-d'œuvre hautement qualifiée ainsi que la promotion d'une petite industrie rurale locale.

Le développement agricole demeurera une importante composante de la réduction de la pauvreté dans le proche avenir en Asie du Sud. Il conviendra de prendre en compte la dégradation des ressources et la nécessité d'instaurer des liens avec l'économie rurale non agricole. La principale source de réduction de la faim et de la pauvreté serait la diversification économique pour mettre en place des entreprises viables, comprenant la transformation locale des productions. L'accroissement des revenus non agricoles et l'intensification des modes de production existants constituent la seconde priorité, suivie par les mesures d'aide à la diversification des moyens d'existence. L'accroissement de la taille des exploitations revêt une importance moindre.

Quatre initiatives stratégiques majeures sont proposées:

Une gestion améliorée des ressources hydrauliques. La gestion améliorée de l'eau est essentielle pour appuyer l'intensification et la diversification de la production et pour freiner l'amenuisement des ressources, tant en surface que souterraines. Les domaines à renforcer sont: la technologie, l'utilisation conjointe des ressources, la révision des coûts de l'eau et autres mesures réglementaires, la mise en place

d'associations d'usagers de l'eau et la protection des bassins versants.

Le renforcement des groupes d'usagers des ressources. Il s'agit là d'un moyen de freiner la dégradation qui s'étend sur les terres et de contrôler l'eau dans les plaines et les collines pour protéger les ressources hydrauliques. L'accent devra être mis sur la mise en place de groupes de gestion des ressources pour la gestion des bassins versants dans les collines et les zones de montagne; la création de comités de gestion des parcours pastoraux; l'élaboration de politiques favorisant une gestion effective des ressources collectives.

L'amélioration de l'infrastructure rurale. Le rendement des capitaux investis dans le transport et la santé sont élevés et favorables aux pauvres surtout dans les zones à faible potentiel et dans les régions de hauts

plateaux. L'accent devrait être mis sur les routes, l'eau potable, les écoles et les structures de santé, et sur les modèles à adopter pour une plus grande participation du secteur privé.

Réorientation des services agricoles. La réorientation de la recherche agricole, de l'éducation, de l'information et des systèmes de vulgarisation pour une participation complète du paysan accompagnera les efforts d'intensification et de diversification et permettra de promouvoir la gestion durable des ressources. L'accent devra être mis sur des modèles de fourniture de services conjointement assurés par le secteur public et privé; la prestation de services consultatifs pluralistes, la prestation de services basée sur l'Internet, la diffusion de l'information sur les marchés, l'information technique des petits producteurs et l'intégration à l'enseignement supérieur du travail multidisciplinaire et des systèmes de production.

ASIE ORIENTALE ET PACIFIQUE



LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

La population de cette région¹¹ est estimée à 1 836 milliards d'habitants (soit juste plus d'un tiers de la population totale des pays en développement), pour une population agricole de 1 124 milliards d'habitants, soit 62 pour cent. Les pays qui composent cette région se caractérisent par une forte hétérogénéité en termes de superficie et de densité démographique. La majorité de la population se trouve concentrée dans deux pays, à savoir: la Chine (1 278 milliards d'habitants, soit 68 pour cent de la région) et l'Indonésie (205 millions d'habitants, soit 12 pour cent de la population de la région). Ces deux pays occupent respectivement la première et la quatrième place dans le classement des pays les plus peuplés du monde.

Environ 15 pour cent de la population, dont un quart en Chine, vivent dans des conditions de pauvreté. L'incidence de la pauvreté rurale est en moyenne deux fois plus élevée que dans les zones urbaines mais les niveaux varient considérablement avec, par exemple, 4,6 pour cent des habitants en zone rurale en Chine affectés contre plus de 57 pour cent au Vietnam. À l'exception de la Chine et de la République de Corée, les économies des pays de la région sont essentiellement de type agricole. La part moyenne du secteur agricole au PIB total est de 13 pour cent mais elle dépasse 50 pour cent au Laos, au Myanmar et au Cambodge.

Les 11 systèmes de production répertoriés dans cette région sont résumés au Tableau 6.1 ci-dessous et illustrés sur la carte jointe.

Les systèmes prédominants en termes de population, d'ampleur de la pauvreté et du potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système de production de riz de bas-fonds. L'aire d'extension de ce système intensif couvre les zones tropicales humides et subhumides, sur 197 millions d'hectares, et c'est le plus important système de production du monde en termes de population, estimée à 474 millions d'habitants. Les surfaces cultivées sont estimées à 71 millions d'hectares, dont 45 pour cent sous irrigation. On trouve de vastes étendues exploitées en Thaïlande, au Vietnam, au Myanmar, en Chine australe et centrale, aux Philippines et en Indonésie. L'intensité culturale de la riziculture est tributaire de la distribution des précipitations, de la longueur de la saison de croissance et de la disponibilité des structures d'irrigation. Les cultures subsidiaires importantes sont, en autres, les oléagineux, le maïs, les cultures racines, le soja, la canne à sucre, le coton, les cultures maraîchères et les fruits, pratiquées dans tous les pays de la région, tandis que le blé prédomine en Chine orientale et centrale. Malgré des efforts déployés par la Chine au cours des dernières années, la pauvreté est toujours largement répandue et elle est chronique dans la plupart des autres pays.

Le système de production mixte axé sur l'arboriculture. Ce système est pratiqué dans les zones plates ou à relief peu marqué, dans les zones tropicales humides à sols pauvres. Les superficies totales sont estimées à 82 millions d'hectares, pour une population agricole

¹¹ Voir en annexe la liste des pays d'Asie orientale et des îles du Pacifique composant cette région. À noter que Hong Kong, l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, Singapour et Taïwan sont exclus.

Tableau 6.2 Principaux systèmes de production en Asie orientale et dans le Pacifique

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Riz de bas-fonds	12	42	Riz, maïs, légumineuse à grains, canne à sucre, oléagineux, légumes, élevage, aquaculture
Arboriculture	5	3	Hévéa, huile de palme, noix de coco, café, thé, cacao, épice, riz, élevage.
Cultures à racines et tubercules	2	<1	Cultures à racines (igname, tarot, patate douce), légumes, fruits, élevage (porcin et bétail).
Culture pluviale intensive mixte	19	27	Riz, légumineuse à grains, maïs, canne à sucre, oléagineux, fruits, légumes, bétail.
Culture intensive mixte en altitude	5	4	Riz pluvial, légumineuse à grains, maïs, oléagineux, fruits, produits forestiers, élevage.
Culture tempérée mixte	6	14	Blé, maïs, légumineuse à grains, oléagineux, élevage.
Elevage	20	4	Elevage avec culture irriguée dans les zones propices
Dispersé (forêt)	10	1	Chasse, cueillette.
Dispersé (aride)	20	2	Pâturage local dans les zones où de l'eau est disponible.
Pêche côtière artisanale	1	2	Pêche, noix de coco, cultures mixtes
Urbain	<1	1	Horticulture, élevage, revenus non agricoles.

Source: Données et expertise FAO.

de 30 millions d'habitants. Les surfaces cultivées sont de l'ordre de 18 millions d'hectares dont 12 pour cent d'irrigués. De larges franges se trouvent en Malaisie, en Indonésie, au Thaïlande, au Cambodge, aux Philippines, au Vietnam, en Chine australe et en Papouasie Nouvelle Guinée. Les principales cultures industrielles sont l'hévéa, le palmier à l'huile, la noix de coco, le café, le thé et le cacao, associées à des cultures telles que le piment et d'autres épices. Elles sont pratiquées dans des plantations privées étendues mais aussi sur de petites exploitations. On y trouve également des petites fermes sans arboriculture sur lesquelles sont produits des vivriers et des cultures de rente, associés à l'élevage. Les plantations de cocotiers sont prédominantes dans tous les pays d'Asie orientale et du Pacifique. L'incidence de la pauvreté y est moyenne.

Le système de production mixte intensif pluvial. Il couvre une large gamme de climats dans les zones en pente d'écologie pluviale mais également sur les collines. La superficie totale est de 311 millions d'hectares pour une population agricole de 316 millions d'habitants. La superficie cultivée est de 76 millions d'hectares dont un quart en conditions irriguées.

C'est le système prédominant mais aussi le plus hétérogène dans cette région. Les principales zones de culture sont localisées dans tous les pays d'Asie orientale et du Sud-Est. On y pratique une diversité de cultures, pour la plupart permanentes, qui varient selon les conditions locales. Une large ceinture (essentiellement rizicole) est irriguée à partir des ruisseaux et fleuves locaux. L'élevage constitue une importante composante de la plupart des moyens d'existence avec 52 millions d'UGB. La pauvreté y est fréquente et de niveau modéré à grave.

Le système mixte tempéré. Son aire géographique couvre les zones plus arides et plus froides de la région en Chine centrale – septentrionale et dans certaines régions de la Mongolie. La superficie totale est de 95 millions d'hectares pour une population agricole de 161 millions d'habitants. Les surfaces cultivées couvrent 31 millions d'hectares dont 40 pour cent sous irrigation. Les principales cultures sont le blé et le maïs. Des superficies de taille moindre sont emblavées en riz, coton, soja, patate douce et navette, en fonction de la température et des conditions locales d'alimentation en eau. On y pratique aussi la culture d'agrumes et de fruits de zones tempérées.

L'élevage est une activité importante, notamment les bovins (11 millions d'UGB), les porcins et la volaille. L'incidence de la pauvreté est jugée modérée.

Évolutions significatives au niveau de la région

Malgré la population totale qui culminera à 2,3 milliards d'habitants à l'horizon 2030, les populations agricoles seront marginalement moins importantes du fait d'une forte urbanisation. En outre, le volume des terres émergées cultivées demeurera en général inchangé mais les superficies irriguées augmenteront de presque 20 pour cent, tandis que les zones forestières enregistrent un recul. La production sera toujours axée sur les petits exploitants en 2030, en dépit d'un accroissement des spéculations commerciales. Les rendements moyens seront en hausse de 1,2 pour cent par an jusqu'en 2030 mais le taux d'augmentation des rendements de riz ne sera que de 0,7 pour cent par an. La demande urbaine croissante se traduira par une augmentation des niveaux de production de légumes, de fruits et de la production animale. Le nombre de têtes de toutes les espèces de bétail (à l'exception du buffle) devrait augmenter considérablement au cours des 30 prochaines années, avec un taux avoisinant plus de 1 pour cent par an, et la demande en produits d'alimentation animale croîtra parallèlement. Le taux d'utilisation d'engrais n'augmentera que de manière modérée (0,4 pour cent par an).

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'ASIE ORIENTALE ET PACIFIQUE

Il convient de reconnaître la forte croissance économique ainsi que la réduction progressive de la pauvreté enregistrées en Chine et dans les autres pays de la zone au cours des dernières décennies. Néanmoins, les indicateurs socioéconomiques médiocres notés dans la plupart des pays continuent de refléter la persistance de facteurs tels que: (i) la dominance de l'agriculture de subsistance; (ii) la taille réduite des exploitations; (iii) l'accès inadéquat aux ressources financières; (iv) l'absence d'opportunités pour l'intensification et la diversification; et (v) l'inadéquation des perspectives d'emplois non agricoles. Cette situation est la résultante de facteurs sous-jacents tels que la surpopulation, la fragmentation des terres, l'absence de sécurité foncière et la dégradation des ressources naturelles. Une réduction

plus substantielle de la pauvreté est toutefois possible si les communautés rurales et les ménages se voient offrir les incitations et les opportunités adéquates pour y investir leur travail, leur capital et leurs ressources non agricoles.

De manière globale, les systèmes à plus faible potentiel devraient parvenir à une réduction significative de la pauvreté par la migration vers les villes, tandis que les systèmes à potentiel plus élevé bénéficieront davantage de la diversification des activités agricoles et de l'accroissement de la productivité. Tout jugement émis à propos de cette région est fortement influencé par la situation en Chine; il est évident que la génération d'emplois et de revenus non agricoles constitue un important aspect pour réduire la pauvreté si l'on sait que la pauvreté rurale peut être réduite de 40 pour cent par cette stratégie. La diversification des activités agricoles en milieu paysan constitue la deuxième stratégie globale et, associée aux revenus non agricoles, elle constitue probablement près de deux tiers du potentiel de développement régional.

Malgré l'importance des politiques qui mettent l'accent sur les aspects sociaux, la résolution de telles questions dans les zones rurales est étroitement liée à la croissance agricole. Les membres des communautés rurales ont besoin d'opportunités pour améliorer la productivité du travail et utiliser la main-d'œuvre excédentaire dans le secteur non agricole. Une croissance agricole équitable générera des opportunités bénéfiques pour tous, y compris pour les ménages ruraux défavorisés, qui interviendraient en qualité de fournisseurs de biens et de services ou en tant que transformateurs des matières premières. Dans ce cadre global, des interventions spécifiques ciblant les familles défavorisées, et frappées par la pauvreté et l'insécurité alimentaire, sont plus que nécessaires. Quatre grandes initiatives stratégiques liées entre elles sont proposées à cet effet.

Compétitivité accrue des petites exploitations. L'amélioration de la compétitivité des petites exploitations leur permet de procéder à une diversification réussie vers des activités plus rémunératrices. L'amélioration de la productivité et de la transformation, la mise en œuvre de normes de qualité renforcées, la disponibilité accrue de sources de financement ; et l'intégration de technologies conduisant à des gains de productivité tant dans les cultures à fort rapport économique que dans le secteur traditionnel, seront les composantes de cette initiative.

Amélioration de l'accès aux ressources. L'amélioration de la productivité passe par une réduction du morcellement des terres et une expansion des superficies d'exploitation marginale. Cette initiative se traduira par une politique foncière renforcée, par l'introduction de titres fonciers et de baux et par la disponibilité de crédits pour l'acquisition de terres agricoles.

Instauration d'un environnement favorable à la création d'emplois non agricoles. C'est dans l'emploi non agricole que se trouve la meilleure échappatoire à la pauvreté rurale dans la région. Cette composante concerne les politiques et les conditions qui favoriseront le développement de l'emploi non agricole en milieu rural, avec un accent particulier sur la transformation, l'assemblage et le tourisme, parallèlement

à l'amélioration des infrastructures rurales pour de nombreux systèmes de production.

Renforcement des capacités des ressources humaines. Pour préserver au cours des années à venir les gains des récentes décennies, il est vital de donner aux petites exploitations les possibilités d'accroître leur base de connaissances et leur capacité de réaction face aux changements intervenant dans l'agriculture et dans les possibilités d'emploi non agricole. Les interventions dans ce domaine porteront sur l'amélioration de l'information et des réseaux de connaissance, le renforcement des capacités des paysans et de l'esprit d'entreprise tandis que les populations plus jeunes devront bénéficier davantage d'un renforcement de leurs compétences professionnelles.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

...

LA RÉGION ET SES SYSTÈMES DE PRODUCTION

Cette région¹² compte 505 millions d'habitants dont une population agricole de 111 millions, soit 22 pour cent de la population totale. Les terres émergées sont estimées à 20,5 millions de km². Elle regroupe 42 pays dont certains des plus riches au monde en termes de biodiversité. La région abrite également la forêt tropicale non-fragmentée la plus étendue du monde, dans le bassin amazonien. Environ 90 pour cent des terres émergées sont de type humide et sub-humide. Les surfaces cultivées sont estimées à 160 millions d'hectares dont 18 millions aménagés pour l'irrigation. Avec un PNB moyen par habitant de 3 940 dollars enregistré en 1998, cette région est la plus riche mais aussi la moins tributaire de l'agriculture. On y note cependant de sérieux problèmes d'équité, car non seulement les riches contrôlent l'essentiel des ressources, mais les villes sont privilégiées. Jusqu'en 1997, 54 pour cent des ménages ruraux figuraient dans la catégorie des pauvres contre seulement 30 pour cent en milieu urbain. Par ailleurs, 31 pour cent des ménages ruraux vivaient dans des conditions de pauvreté extrême contre seulement 10 pour cent en zones urbaines. Au total, 47 millions d'habitants vivant en zones rurales figuraient dans la catégorie des couches extrêmement pauvres et 78 millions étaient considérés comme pauvres. Les problèmes d'équité sont particulièrement criants en matière de distribution des terres.

Du fait de son étendue en latitude, de sa topographie variée et de sa riche biodiversité, cette région regroupe l'une des séries de systèmes de production agricole les plus diversifiées et les plus complexes au

monde. Les 16 systèmes prédominants identifiés sont résumés au tableau 7.1 ci-dessous et indiqués sur la carte.

Les quatre systèmes prédominants en termes de population, d'importance de la pauvreté, de potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté sont brièvement décrits ci-dessous.

Le système mixte extensif (Cerrados et Llanos). Il couvre 230 millions d'hectares de zones boisées et de savanes non arbustives dans la partie Centre-Ouest du Brésil (Cerrados) et en Colombie orientale, au Venezuela et en Guyane (Llanos). L'agriculture n'occupe qu'une population de 10 millions d'habitants. Du fait de son éloignement traditionnel des marchés et des contraintes pédologiques qui le caractérisent, ce système a été traditionnellement consacré à l'élevage extensif et ce n'est que récemment que l'agriculture a commencé à y jouer un rôle important. Le riz pluvial, antérieurement privilégié – et toujours prédominant dans les Llanos – est maintenant associé au soja, au maïs et même au café dans les Cerrados. Bien que les surfaces cultivées ne couvrent que 30 millions d'hectares et que l'intensification, mal gérée, ait entraîné une sévère dégradation des terres dans certaines régions, ce système mixte renferme un énorme potentiel de croissance agricole. Les niveaux de pauvreté y sont relativement faibles, quoique plus élevés chez les immigrants sans terre qui arrivent dans ce système.

Le système mixte aride. Il est pratiqué dans le Nord-Est du Brésil et dans la péninsule du Yucatan au Mexique. Les terres émergées couvrent 130 millions d'hectares pour une population agricole de plus de

¹² Voir en annexe la liste des pays inclus dans cette région.

Tableau 7.1 Les principaux systèmes de production agricole d'Amérique latine et des Caraïbes

Systèmes de production	Superficie (% de la région)	Pop. Agric. (% de la région)	Principaux moyens d'existence
Irrigué	10	9	Horticulture, fruits, bétail
Zone de forêt	30	9	Agriculture de subsistance/élevage
Plantations côtières et mixte	9	17	Cultures d'exportation/cultures pérennes, pêche, tubercules, tourisme
Mixte intensif	4	8	Café, horticulture, fruits, activités hors exploitation agricole
Céréales-élevage (Campos)	5	6	Riz et bovins
Forêt humide et tempérée	2	1	Elevage, céréales, forêt, tourisme
Mais-haricot (Amérique Centrale)	3	10	Mais, haricot, café, horticulture, activités hors exploitation agricole
Mixte intensif des hauts plateaux (Andes du Nord)	2	3	Légumes, maïs, café, élevage porcin, céréales, pommes de terre, activités hors exploitation agricole
Mixte Extensif (Cerrados & Llanos)	11	9	Elevage, oléagineux, grains, un peu de café
Mixte tempéré (Pampas)	5	6	Elevage, blé, soja
Mixte aride	6	9	Elevage, maïs, manioc, main-d'œuvre rémunérée, migration saisonnière
Mixte aride extensif (Gran Chaco)	3	2	Elevage, coton, cultures de subsistance
Mixte des hauts plateaux (Andes Centrales)	6	7	Tubercules, ovins, grains, légumes, activités hors exploitation agricole
Pastoral	3	1	Ovins, bétail
Dispersé (forêt)	1	<1	Elevage, forêt, tourisme
Urbain	<1	3	Horticulture, produits laitiers, élevage

Source: Données et expertise FAO.

10 millions d'habitants. En dépit des fréquentes sécheresses, un peu plus de 2 pour cent des 18 millions d'hectares de terres cultivées sont sous irrigation et l'agriculture est essentiellement de type semi-subsistance, axée sur l'élevage (24 millions d'UGB), le maïs, le haricot et la production maraîchère. Les petits exploitants vivent en grand nombre dans des conditions de pauvreté sévère et côtoient une minorité de grands éleveurs qui contrôlent la plupart des terres. La faible productivité, associée au mode de tenure, se traduit par la migration saisonnière des petits exploitants qui ne survivent que par la vente de leur main d'œuvre. La dégradation des terres y est une contrainte majeure.

Le système mixte des hauts plateaux (Andes centrales). Son aire de distribution géographique couvre 120 millions d'hectares, pour une population agricole

de plus de 7 millions d'habitants. Les surfaces cultivées représentent moins de 3 pour cent des terres émergées dont plus d'un tiers est irrigué. Ce système de production est pratiqué dans tout le Pérou, dans les vallées abruptes de la Haute Sierra tandis que du Pérou austral jusque dans le Nord du Chili et en Argentine, en passant par la Bolivie occidentale, les hauts plateaux sont les types de reliefs prédominants. Ce système est caractérisé par une production réalisée à une altitude supérieure à 3 200 mètres et par une dépendance sur les céréales locales, la pomme de terre, les ovins et les Llanos. Une forte tradition de cultures locales y est aussi observée. L'incidence de la pauvreté est élevée et souvent très grave. Les grands exploitants y sont très rares.

Le système d'Amérique Centrale axé sur le maïs-haricot. Il s'étend du Mexique central au Panama, avec une

population agricole de 11 millions d'habitants dont une forte proportion d'indigènes. Ce système, qui couvre 65 millions d'hectares, est historiquement et culturellement basé sur la production de maïs et d'haricots, pour l'autoconsommation; le café et les produits maraîchers sont d'importantes sources de revenus monétaires. Les surfaces cultivées sont estimées à 6 millions d'hectares dont 40 pour cent sous irrigation. La perte des terres des vallées plus fertiles au profit de migrants allogènes et des exploitations commerciales a accru la pression démographique sur les flancs des collines et des autres terres marginales, avec comme corollaire une incidence de pauvreté généralisée et grave ainsi qu'une dégradation marquée des terres dans plusieurs zones.

Évolutions significatives au niveau de la région

La population de cette région atteindra 725 millions d'habitants à l'horizon 2030 mais la proportion vivant en zones rurales déclinera de 25 pour cent à 17 pour cent au cours de cette période, ce qui réduira marginalement la population rurale par rapport à son niveau actuel. Au cours de la période 2000-2030, les superficies cultivées s'accroîtront d'au moins 20 pour cent tandis que la part des surfaces irriguées restera constante, en termes relatifs, à 14 pour cent des terres cultivées. Le niveau de production des principales cultures céréalières a augmenté au cours des 30 dernières années – essentiellement du fait de l'accroissement des rendements – tandis que la production totale demeurera en hausse quoiqu' à un rythme plus réduit. Les fruits et légumes sont également en forte croissance; en effet, les superficies consacrées à la production fruitière ont augmenté plus vite que les autres au cours de cette période. La production d'oléagineux, en particulier du soja et du tournesol, progresse d'environ 6 pour cent par an depuis 1961 et cette tendance devrait se confirmer. La croissance agricole globale est estimée à 1,7 pour cent par an au cours des 30 prochaines années, pour l'essentiel imputable à l'expansion des superficies cultivées alors que les rendements devraient augmenter de moins de 50. Selon les projections, l'utilisation des engrais jusqu'en 2030 sera en légère hausse (environ 1 pour cent par an), tandis que la production animale devrait croître de 0,9 pour cent annuellement jusqu'en 2030. La population d'ovins et de caprins devrait progresser de 0,7 pour cent par an et le nombre de porcins et de volailles augmenterait respectivement de 0,9 pour cent et 1,6 pour cent par an.

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES RETENUES POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Les trois principaux axes stratégiques suivants sont susceptibles d'orienter les interventions du gouvernement et des institutions pour modifier les systèmes de production agricole au cours des trente prochaines années: (i) l'amélioration de l'accès à la terre et à l'eau dans les systèmes caractérisés par une pauvreté très répandue et parmi les populations pauvres des autres systèmes; (ii) la promotion d'activités de remplacement pour les populations agricoles pauvres n'ayant pas d'accès suffisant à la terre et à l'eau pour échapper à la pauvreté; et (iii) le renforcement des biens publics dans les zones rurales. Dans tous ces domaines, le gouvernement doit inévitablement jouer un rôle d'avant garde, en collaboration toutefois avec la société civile et les acteurs du secteur privé. Dans tous les systèmes (à l'exception des zones les plus reculées), la diversification devrait constituer une importante source de réduction de la pauvreté agricole et nécessite une orientation plus marquée vers des cultures non traditionnelles de valeur plus élevée, ainsi que l'initiation d'activités génératrices de valeur ajoutée, telles que le calibrage, le conditionnement et la transformation des produits en milieu paysan.

Malgré ces opportunités, la majorité des paysans marginaux et sous-marginaux n'aura toujours pas les ressources humaines, financières, foncières et naturelles leur permettant de diversifier leurs productions comme l'impose le marché. Deux principales solutions sont envisageables: la création d'emplois non agricoles locaux et l'émigration. La création et la pérennité de l'emploi non agricole en milieu rural dépendra pour une large part de la croissance des activités du secteur privé dans des domaines tels que l'agro-industrie, le tourisme et les usines d'assemblage. Un appui doit être apporté aux grands employeurs tout comme aux petits. Les entités de plus grande envergure peuvent être motivées davantage par un appui à la formation de leur personnel et de leurs fournisseurs mais aussi par la mise en place de mécanismes efficaces de règlements des litiges, le développement ciblé des infrastructures et par des incitations fiscales. La promotion de la petite entreprise passera essentiellement par la levée des barrières juridiques et administratives qui font obstacles à l'implantation des entreprises, par l'amélioration du microcrédit, la formation à la gestion des affaires et par l'incitation à la mise en place de structures d'appui à la petite entreprise. Dans les systèmes

caractérisés par une incidence élevée de la pauvreté et la disponibilité de ressources naturelles, on ne devrait guère s'étonner des départs massifs, vu les niveaux de pauvreté et l'accroissement des opportunités de services dans les zones urbaines. Le coût social et humain de l'émigration peut être atténué par des mesures d'appui aux candidats à l'émigration notamment en les initiant à des métiers non agricoles, en reconnaissant leurs droits légaux à la terre et même traditionnels, et en les incitant à émigrer vers les villes secondaires plutôt que vers la capitale.

L'équipement en infrastructures constitue un volet essentiel des biens publics et, dans ce domaine, les routes, l'électrification et le captage des eaux pour l'irrigation sont d'importants aspects pour la diversification et l'intensification dans nombre de domaines. Cependant, pour que les infrastructures soient efficaces, elles doivent être réalisées dans un contexte opportun de croissance. La prestation de services de vulgarisation et d'information par les services publics devra certainement être effectuée au moyen de partenariats avec le secteur privé, vu l'enveloppe réduite des budgets d'investissement public.

Dans l'ensemble, la région présente un contraste marqué entre les zones extensives à faible densité de peuplement et à potentiel de croissance élevé et les systèmes à densité démographique élevée qui ont, pour la plupart, une incidence de pauvreté élevée. Pourtant, ces deux régions aux caractéristiques opposées auront des défis similaires à relever dans les 30 années à venir et il est impossible, sur la seule base de l'analyse régionale en cours, de prescrire des interventions spécifiques. Au plan national, la situation globale demande que la stratégie mette l'accent clairement sur un développement agricole basé sur les trois initiatives régionales suivantes, toutes liées entre elles:

Une gestion durable des ressources. Cette initiative portera sur la diffusion des technologies qui ont fait

leurs preuves chez les petits exploitants, notamment: le paillage à l'engrais vert, le zéro-labour à petite échelle, les haies vives, la culture en terrasse et le zéro-pâturage; un accent accru sur la mise au point, le test et la diffusion de variétés répondant aux besoins des petits exploitants; le financement de l'émigration des agriculteurs désireux de quitter les terres non productives et la promotion de l'emploi non agricole afin d'alléger la pression sur les zones à forte densité démographique.

Un accès amélioré aux ressources. Le développement passe nécessairement par un meilleur accès à la terre pour les populations rurales pauvres. Pour ce faire, il conviendra de: renforcer les services du cadastre et de l'enregistrement foncier et les services de règlement des conflits fonciers; mettre en place un système de financement des petites exploitations par les banques rurales; acquérir, morceler et revendre les exploitations de grande dimension; introduire des mesures améliorées de gestion des terres communales y compris la protection contre l'invasion et la colonisation et, enfin, appliquer des politiques fiscales favorisant une utilisation durable des terres.

Un renforcement de la compétitivité des petites exploitations. Dans ce domaine, les principales interventions porteront sur: l'initiation des groupes de paysans aux techniques de gestion commerciale et administrative; l'adoption de technologies améliorées pour la production de cultures de rapport élevé; la réduction des obstacles à la participation des petites entreprises; la promotion des infrastructures rurales de marchés, les routes et les télécommunications; et des mesures d'encouragement au transfert des entités de transformation agricole et structures connexes vers les zones rurales. Ce volet couvre la formation du personnel, l'équipement en infrastructures et un appui technique aux producteurs contractuels.

POTENTIALITÉS, PRIORITÉS ET DÉFIS MONDIAUX

...

Nombre de systèmes de production agricole sont confrontés à une insécurité alimentaire généralisée et aiguë, et celle-ci devrait demeurer une préoccupation majeure au cours des prochaines décennies. En effet, selon les projections, il est peu probable que la communauté internationale tienne les engagements qu'elle a pris en vue de réduire la faim et la pauvreté de moitié d'ici à 2015. Dans toutes les régions, la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont plus répandues et plus graves en zone rurale. Par conséquent, la réduction de la pauvreté en milieu rural constitue un impératif. Pour ce faire, il faudra adopter, dans de nombreux cas, des mesures provisoires afin de maintenir des normes nutritionnelles et d'existence minima. Toutefois, les programmes d'allègement immédiat de la pauvreté doivent s'accompagner d'améliorations à plus long terme qui reposent sur un processus de croissance économique et de développement favorable aux pauvres.

L'objectif du présent chapitre consiste à étudier et définir les voies et moyens d'honorer l'engagement international de réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015. Il met en évidence l'importance relative des différentes stratégies qui permettent aux ménages d'échapper à la pauvreté, en différenciant tant en fonction des grandes catégories de systèmes de production définis ci-dessus, qu'en fonction du potentiel agricole et du caractère plus ou moins intensif des systèmes en question. C'est sur la base des conclusions de ces analyses que sont formulées ci-après cinq directions principales pour une stratégie globale de réduction de la faim et de la pauvreté: (i) réformes institutionnelles et de la formulation des politiques de développement; (ii) mesures visant le fonctionnement des marchés; (iii) amélioration du capital humain et de la disponibilité de l'information; (iv) application efficace de la

technologie; et (v) mise en œuvre d'une utilisation durable des ressources naturelles. Dans chacun de ces cas, les trois ou quatre initiatives les plus importantes pour réduire la pauvreté sont mises en évidence et examinées en détail.

CLASSEMENT DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ET DES STRATÉGIES À L'ÉCHELON DOMESTIQUE

Classification générale des systèmes de production

On peut regrouper les 72 systèmes de production agricole identifiés dans les six sous-régions en voie de développement en huit grandes catégories (voir le chapitre 1) sur la base des caractéristiques relevées dans les chapitres précédents. Cette classification a pour objet de rendre plus aisée la comparaison et l'intégration des leçons tirées de l'expérience du développement dans le cadre d'une approche stratégique globale de la lutte contre la pauvreté (voir le tableau 8.1) Les huit grandes catégories sont les systèmes (i) irrigué des petits exploitants agricoles, (ii) humide à base de riz, (iii) pluvial en bas-fond humide, (iv) pluvial en hauteur, (v) pluvial en climat sec ou froid, (vi) dualiste avec coexistence des grandes et des petites exploitations, (vii) associant pêche côtière artisanale et agriculture, et (viii) intra-urbain. A l'exception des systèmes dualistes, les petits producteurs sont la règle dans chacun de ces systèmes.

Importance relative des stratégies de réduction de la pauvreté pour ces différentes catégories

Pour arriver aux objectifs de réduction de moitié de la faim dans le monde à l'horizon 2015, il est néces-

saire que les foyers ruraux améliorent leur façon de gagner leur vie, ce qui peut être recherché en ayant recours aux cinq grandes ressources définies au chapitre 1, et qui correspondent aux principales stratégies ouvertes à ces foyers pour échapper à l'emprise de la faim et de la pauvreté. Il s'agit de:

- l'intensification de la production agricole en suivant les schémas existants;
- la diversification de la production, y compris le développement d'une production centrée sur les débouchés commerciaux et d'activités post-récolte à valeur ajoutée, telles que la transformation;
- l'accroissement de la taille des exploitations et des troupeaux, soit en rassemblant des unités existantes, soit en convertissant de nouvelles terres à l'activité agricole;
- l'accroissement des revenus non agricoles en supplément des activités agricoles; et
- l'abandon des activités agricoles, qui comporte fréquemment l'exode rural en direction des zones urbaines.

L'importance relative de ces stratégies contre la pauvreté varie entre les grandes catégories de systèmes de culture. Afin de faciliter la formulation des politiques et des programmes, le tableau 8.2 montre les trois plus importantes stratégies de lutte contre la pauvreté pour chacune des catégories identifiées dans les systèmes de culture. En termes de bilan

global, on peut attendre une plus grande incidence en matière de réduction de la pauvreté lorsqu'il est recouru à des stratégies visant l'exploitation agricole elle-même (intensification, diversification, accroissement de la taille de l'exploitation) plutôt qu'à des stratégies reposant sur des activités non agricoles (activités hors exploitation, exode rural). Dans le contexte des améliorations apportées à l'exploitation agricole, la stratégie de diversification est un élément clé de la réduction de la pauvreté dans les huit grandes catégories (et se révèle, en fait, être le principal facteur de réduction de la pauvreté dans plusieurs d'entre elles). L'intensification joue un rôle clé dans quatre de ces catégories, essentiellement celles qui présentent des potentiels de croissance tels que les systèmes irrigués, riz de bas-fonds humides, et dualiste, tandis que l'accroissement de la taille de l'exploitation, du cheptel ou de l'entreprise ne joue un rôle clé que dans les systèmes dualistes et intra-urbains.

Des millions de paysans vont sans doute avoir recours aux activités non agricoles pour échapper à la pauvreté; cette stratégie ne le cède qu'à la diversification des activités agricoles comme stratégie de réduction de la pauvreté, et occupe une place importante dans tous les systèmes à l'exception des systèmes dualistes. On peut s'attendre à une incidence accrue de l'exode rural dans chacun des systèmes examinés, et il devrait plus particulièrement toucher les petits exploitants dans les systèmes pluviaux

Tableau 8.1 Comparaison des systèmes de production agricole par catégorie

Caractéristiques de la catégorie	Systèmes irrigués des petits exploitants agricoles	Humide à base de riz	Humide pluvial	Pluvial plateaux	Pluvial sec/froid	Mixte (grand/petit)	Pêche artisanale côtière	Urbaine
Nombres de systèmes	3	3	11	10	19	16	4	6
Superficie totale (millions d'hectares)	219	330	2 013	842	3 478	3 116	nd	nd
Superficie cultivée (millions d'hectares)	15	155	160	150	231	414	70	nd
Cultivée/total (%)	7	47	8	18	7	13	16	nd
Superficie irriguée (millions d'hectares)	15	90	17	30	41	36	2	nd
Irriguée/cultivée (%)	99	58	11	20	18	9	19	nd
Pop. agricole (millions)	30	870	400	520	490	190	60	40
Pop. agri./cult. (p/ha)	2,1	5,5	2,5	3,5	2,1	0,4	nd	nd
Excédent de commercialisation	élevé	moyen	moyen	faible	faible	moyen	élevé	élevé

Source: Données et expertise FAO

Note: Par superficie cultivée, on entend à la fois les cultures annuelles et pérennes

Tableau 8.2 Stratégies clés contre la pauvreté en fonction des systèmes de culture classés en catégories

Caractéristiques de la catégorie	Systèmes irrigués des petits exploitants agricoles	Humide à base de riz	Humide pluvial	Pluvial plateaux	Pluvial sec/froid	Mixte (grand/petit)	Pêche artisanale côtière	Urbaine
Intensification	■	■	■			■		
Diversification	■	■	■	■	■	■	■	■
Accrt. taille exploitations						■		■
Accrt. revenus non agric.	■	■	■	■	■		■	■
Départ de l'agriculture				■	■		■	

Note: Une stratégie clé est une stratégie arrivant au 1er, 2ème ou 3ème rang d'importance pour chaque catégorie de système

d'altitude et de zones sèches, ainsi que dans les systèmes côtiers avec pêche artisanale.

Comme on l'a vu plus haut, il existe des complémentarités substantielles entre les différentes stratégies de réduction de la pauvreté. En fait, les agriculteurs s'attachent le plus souvent à intensifier et à diversifier leurs cultures en même temps. De plus, ces activités au sein de l'exploitation y créent les conditions nécessaires pour le développement d'activités économiques hors de l'exploitation, ce qui en retour stimule la croissance proprement agricole. D'un autre côté, les exploitations les plus marginales, dans l'impossibilité de prendre une part significative au processus de diversification et d'intensification agricole, sont susceptibles de se concentrer de plus en plus sur les activités non agricoles, jusqu'à abandonner complètement les activités agricoles.

Conséquences des potentiels de ressources détenus par les différents systèmes sur leurs stratégies de réduction de la pauvreté

Malgré les avancées importantes constatées dans de nombreuses régions à la suite de la révolution verte et des efforts qui l'ont suivie, notamment en matière de production agricole et de croissance économique, la question reste posée de savoir si les stratégies de réduction de la pauvreté ainsi mises en œuvre dans ces régions restent valides pour des exploitations agricoles placées dans des conditions différentes. L'étude a abordé cette question par une comparaison entre l'importance relative des différentes stratégies de réduction de la pauvreté adoptées par les foyers ruraux dans le cadre de systèmes d'exploitation à potentiel faible ou élevé.

Tant les moyens d'existence existants que le potentiel d'amélioration future sont tributaires de la

qualité et de la disponibilité des ressources naturelles. Le potentiel de ressources peut être considéré comme un continuum qui va des systèmes situés dans les zones froides et/ou arides à ceux des terres fertiles et irriguées. Au nombre des exemples de systèmes de production agricole situés dans les zones à faible potentiel figurent: i) le système agropastoral de millet/sorgho en Afrique; ii) le système mixte pluvial en Asie du Sud; et iii) le système mixte à altitude élevée (Andes centrales) en Amérique latine. En revanche, les systèmes de production agricole situés dans les zones à potentiel élevé comprennent: i) tous les systèmes irrigués; ii) le système de céréales-tubercules des régions de savane humides de l'Afrique de l'Ouest et du Centre; iii) le système de cultures arboricoles en Asie de l'Est et dans le Pacifique; iv) le système mixte extensif (Cerrados et Llanos) en Amérique latine; et v) le système agricole céréales-légumes en Europe orientale et en Asie du Centre.

Les systèmes de production agricole dans les zones à potentiel élevé, dont les sols sont relativement fertiles et le climat favorable, bénéficient de façon spécifique d'une gamme plus large d'opportunités d'intensification et de diversification agricoles que les zones à faible potentiel. Quant aux zones à faible potentiel prises dans leur ensemble, il est apparu que ces stratégies étaient relativement dénuées d'importance. Au contraire, une et une seule stratégie, l'abandon des activités agricoles, représente près de la moitié, en pondération, des stratégies de réduction de la pauvreté – une réaction somme toute compréhensible face aux conditions de vie misérables, et à la faiblesse tant de la production que des services sociaux. Quoi qu'il en soit, les stratégies portant sur les activités non agricoles ou sur la taille de l'exploitation ou du cheptel semblent tout à fait indépendantes du degré de potentiel présenté par les

systèmes soumis à l'examen, et représenter, pour les deux groupes, une importance réduite.

Conséquences du caractère intensif de l'agriculture sur les stratégies de réduction de la pauvreté

Dans la gamme des systèmes agricoles, il existe différents niveaux d'intensification de la production. Bien que l'on puisse penser que le niveau d'intensification de la production est tributaire du potentiel agricole (voir ci-dessus), celui-ci est en fait beaucoup plus intimement lié à l'accès aux services d'appui agricoles disponibles. Il est à la portée des systèmes à potentiel relativement peu élevé de donner lieu à des productions fortement intensives, dans des zones à forte densité démographique et disposant de services bien développés, tandis que des systèmes à fort potentiel, mais mal pourvus en services (tels que les savanes humides d'Afrique de l'Ouest ou les grandes étendues des Cerrados et des Llanos d'Amérique du Sud) peuvent en rester à un faible degré d'intensification. Ce sont les systèmes en possession (ou susceptibles de se doter) de services agricoles bien développés qui seront les éléments clés de toute croissance future de la production et de la sécurité alimentaire. De tels systèmes comprennent en particulier la plupart des systèmes rizicoles de bas-fonds et irrigués (avec plus de 50% de la terre cultivée sous irrigation) Ces systèmes disposent en général de structures de marchés avancées, avec une utilisation substantielle d'intrants extérieurs à l'exploitation, et un recours intensif à l'irrigation, qui leur permettent de produire des excédents commercialisables en direction des zones urbaines et des marchés extérieurs.

Les systèmes de production peuvent se répartir de façon générale en quatre niveaux d'intensification: faible, moyen (à dominante alimentaire), moyen (à dominante commerciale), et élevé. Les systèmes à faible intensification, dont les systèmes agropastoraux, pastoraux, et dispersés, font vivre 350 millions de personnes mais représentent des populations dispersées, des modes de cultures extensifs, une utilisation faible des intrants extérieurs, et peu de surplus commercialisables. Les systèmes à moyen degré d'intensification, à dominante alimentaire, se sont mis en place là où la pression démographique sur les ressources s'est révélée prépondérante, et comprennent de nombreux systèmes généralement associés avec la pauvreté rurale, tels que les systèmes mixte basé sur le maïs et mixte basé sur les tubercules (Afrique), les systèmes mixtes des plateaux (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Asie du Sud), le système à grande échelle

céréales-légumes d'Europe centrale et d'Asie centrale, et les systèmes maïs-haricots et riz-élevage d'Amérique latine. En revanche, les systèmes à intensification moyenne centrée sur les productions commerciales concernent un moins grand nombre de systèmes, avec une population totale de 100 millions de personnes seulement, et leur existence est essentiellement liée à celle de marchés aisément accessibles. Ils sont moins importants en termes de réduction de la pauvreté qu'en termes de génération de revenus d'exportations, mais ils comprennent les trois systèmes à base arboricole d'Afrique et d'Asie orientale; le système mixte horticole d'Asie centrale et d'Europe centrale; et divers systèmes d'Amérique latine et des Antilles, tels que le système mixte plus plantations côtières; le système mixte tempéré; et le système intensif mixte des hauts plateaux.

Bien que l'abandon des activités agricoles revête une plus grande importance pour les systèmes à faible intensification, les analyses régionales semblent montrer que le recours aux autres stratégies anti-pauvreté à l'échelle du ménage est relativement peu affecté par le degré d'intensification des systèmes de production. L'intensification, la diversification, l'accroissement de la taille des exploitations et la recherche de revenus non agricoles sont tous classés au même niveau d'importance relative quel que soit le degré d'intensification.

UNE STRATÉGIE MONDIALE POUR LA RÉDUCTION DE LA FAIM ET DE LA PAUVRETÉ

Nombre de domaines prioritaires recoupant plusieurs secteurs ont été mis en exergue dans l'analyse des systèmes de production agricole tant au niveau régional qu'au plan mondial. On pourrait établir un lien entre tous ces domaines et les cinq domaines prioritaires ci-après: i) les politiques, les institutions et les biens publics; ii) la libéralisation des échanges et le développement des marchés; iii) l'information et le capital humain; iv) la science et la technique; et v) les ressources naturelles et le climat.

Politiques, institutions et biens publics

Un défi majeur en matière de réduction de la faim et de la pauvreté parmi les ménages agricoles concerne la création et la mise à disposition efficace de biens publics internationaux, nationaux et locaux fiables et favorables aux pauvres, dans un environnement sûr

Tableau 8.3 Initiatives significatives au plan régional pour la réduction de la pauvreté

Afrique subsaharienne	Moyen-Orient et Afrique du Nord	Europe de l'Est et Asie centrale	Asie du Sud	Asie orientale et Pacifique	Amérique Latine et Caraïbes
Gestion durable des ressources	Gestion durable des ressources	Meilleur accès aux ressources	Meilleure gestion des ressources en eau	Meilleure compétitivité des petites exploitations	Gestion durable des ressources
Meilleur accès aux ressources	Meilleure conduite de l'irrigation	Réorientation des services agricoles	Renforcement des groupements d'utilisateurs des ressources	Meilleur accès aux ressources	Meilleur accès aux ressources
Meilleure compétitivité des petites exploitations	Réorientation des services agricoles	Recherche de marchés nouveaux	Réorientation des services agricoles	Environnement favorable à l'emploi hors exploitation	Meilleure compétitivité des petites exploitations
Réduction de la vulnérabilité des ménages	Amélioration des ressources humaines		Amélioration des infrastructures rurales	Amélioration des ressources humaines	
Combattre le HIV/Sida	Rationalisation des politiques agricoles				

Source: jugement d'expert.

du point de vue de l'ordre public et où il existe des politiques et institutions propices. Les cinq axes prioritaires dans ce domaine sont indiqués ci-dessous:

- l'instauration de droits d'usage des ressources qui soient équitables, sûrs, transférables et souples;
- la création d'infrastructures durables pour les systèmes de production agricole mal desservis;
- la réforme des politiques agricoles et le renforcement des institutions au niveau intermédiaire;
- l'établissement d'un ordre de priorité du soutien aux systèmes de production à petite échelle gérés par les agriculteurs; et
- la création et le renforcement des filets de sécurité ciblés.

La plupart des études des politiques et des institutions indiquent la nécessité pour les gouvernements d'achever la suppression du soutien direct de l'Etat à l'agriculture commerciale viable et de privatiser les services connexes, notamment la production des semences et la commercialisation de certaines cultures. Néanmoins, il est de toute évidence dans l'intérêt général que l'Etat continue d'assurer au secteur des petits exploitants agricoles un accès fiable aux biens publics dont ils ont besoin, ainsi que de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. L'Etat devrait consacrer ses efforts aux domaines où les avantages publics sont manifestes, notamment l'éducation, la santé, la recherche et les

services de vulgarisation qui prennent en compte les besoins des agriculteurs pauvres et des zones à faibles ressources. Il devrait se concentrer également sur l'application des règlements, en mettant un accent particulier sur les efforts visant à éliminer les obstacles qui freinent l'entrée des petites entreprises sur le marché. Par ailleurs, les petits exploitants agricoles ont besoin de droits d'usage des ressources équitables, sûrs, transférables, mais souples, ainsi que d'infrastructures durables – notamment les routes et les structures d'appui à l'irrigation gérées par eux-mêmes. Par conséquent, les politiques et les institutions doivent appuyer le développement des petites exploitations agricoles, ainsi que le renforcement des capacités des fournisseurs du secteur privé – ceci est particulièrement pertinent en Afrique et en Europe de l'Est et en Asie centrale.

Afin de permettre aux agriculteurs de gérer leurs ressources de façon durable, tout en tirant parti de la libéralisation économique, des institutions locales et intermédiaires plus fortes qui regroupent de nombreuses parties prenantes, sont nécessaires. Des succès ont été enregistrés en matière de sous-traitance de la prestation des services publics et des infrastructures auprès des entreprises privées, des ONG et des universités, assurant ainsi des gains d'efficacité. Cependant, la participation au niveau local est primordiale pour le suivi de la fourniture des biens et la prestation des services par les opérateurs privés.

Les organisations d'agriculteurs et le secteur privé peuvent jouer un rôle clé dans de nombreux domaines, notamment la multiplication des semences et la sélection variétale. Les associations d'exportateurs peuvent souvent assurer l'inspection phytosanitaire. Les priorités et les budgets de la recherche peuvent être gérés par le truchement de mécanismes d'appel d'offres et de partage de coûts entre les secteurs public et privé.

Les filets de sécurité ciblés en faveur des pauvres demeurent nécessaires afin de surmonter les conséquences des catastrophes naturelles et pourraient même devenir plus importants pour les agriculteurs qui ne sont pas en mesure de s'adapter suffisamment vite à l'accélération de l'orientation de l'agriculture vers le marché au cours des prochaines décennies.

Libéralisation des échanges et développement du marché

De nos jours, la tendance à la réduction des barrières aux échanges internationaux semble irréversible, bien que le rythme du changement soit incertain. Ce processus aura une incidence sur l'ensemble des producteurs des systèmes agricoles à travers le monde en développement, hormis ceux qui sont isolés. Conformément aux conclusions de l'analyse des systèmes de production agricole dans chacune des régions, les cinq principaux axes prioritaires mondiaux concernés par l'optimisation des avantages de la libéralisation des échanges et du développement des marchés afin de réduire la faim et la pauvreté sont indiqués ci-après:

- apporter l'appui nécessaire au secteur privé – en particulier aux petites entreprises;
- créer un cadre propice pour le développement du marché;
- veiller à ce que la libéralisation des échanges soit à deux sens;
- mettre l'accent sur les petits exploitants agricoles en ce qui concerne les cultures à haute intensité de main-d'œuvre ou les cultures de rente qui constituent des créneaux; et
- satisfaire les besoins de sécurité alimentaire des ménages pendant la transition.

Il est vital de créer un cadre propice pour le développement du marché. Celui-ci doit comprendre des mesures de nature à favoriser le développement des entreprises rurales de petite taille, car celles-ci constituent souvent des marchés et des sources d'emplois

essentiels pour les ménages des petits exploitants agricoles. En outre, ce cadre doit contribuer à stimuler la concurrence sur le marché. Du point de vue des petits producteurs qui disposent d'un pouvoir commercial limité, un environnement commercial compétitif où interviennent un certain nombre d'acheteurs revêt une importance vitale. Par ailleurs, un certain nombre de mécanismes sont nécessaires afin de pallier les dysfonctionnements du marché, en particulier en ce qui concerne les domaines extérieurs à l'exploitation – notamment la création de débouchés permettant aux agriculteurs de gagner des revenus en proposant des services environnementaux. Aider à créer un environnement de commercialisation propice pour les petits exploitants agricoles revient souvent à appuyer les petits entrepreneurs en facilitant, notamment, le financement, l'information et le respect des procédures bureaucratiques (que seules les entreprises de plus grande taille peuvent se permettre souvent). Ceci nécessite également l'amélioration de la fourniture des biens publics (voir la section précédente). Les associations de petits exploitants agricoles, de transformateurs et d'exportateurs de produits peuvent également apporter un soutien aux petits entrepreneurs par le truchement de la réduction des barrières à l'entrée et en veillant à ce que les besoins de ceux-ci soient pris en compte au moment de la conception et de la révision des politiques sectorielles.

Au plan international, il existe une idée répandue dans les pays en développement selon laquelle la libéralisation des échanges n'a pas été un processus symétrique, dans la mesure où de nombreux marchés agricoles et non agricoles importants dans les pays industriels demeurent protégés par une large gamme de subventions et d'autres types de barrières. Dans le même temps, les grands exploitants agricoles commerciaux en Europe, en Amérique du Nord et ailleurs mettent à profit les meilleures possibilités qui s'offrent à eux d'accéder aux technologies modernes – souvent parallèlement à des subventions généreuses – pour livrer une concurrence efficace aux pays en développement. Tandis que la libéralisation des échanges a été avantageuse pour les consommateurs urbains dans les pays en développement, elle a souvent eu une incidence négative sur les producteurs ruraux. À moins que la communauté internationale ne se penche sur cette ambivalence, cette situation pourrait avoir des conséquences graves à long terme et hypothéquer l'ensemble du processus de libéralisation.

Grâce à l'accent mis sur les produits et services pour lesquels ils disposent d'un avantage comparé – souvent, les activités à haute intensité de main-d'œuvre – nombre d'agriculteurs pauvres ont une occasion de tirer parti de l'évolution des conditions du marché international et d'échapper à la pauvreté. Cependant, même les agriculteurs qui ne peuvent effectuer cette transition peuvent en bénéficier par le truchement de la création d'emplois par les agriculteurs plus progressistes (notamment, la main-d'œuvre agricole, le conditionnement, la transformation, le transport et les services). Les données relatives à un certain nombre de systèmes (système agricole maïs-niébé en Amérique centrale, système de production mixte de maïs en Afrique dans les années 80 et système de production de riz en Asie de l'Est) montrent que les petits exploitants agricoles peuvent participer avec succès à la croissance induite par le marché et accroître les revenus des ménages de façon appréciable.

À mesure que la demande d'aliments spécialisés croît et que les nouvelles technologies après-récolte contribuent à l'amélioration de la qualité des produits et prolongent la vie et la durabilité des biens périssables, les petits exploitants agricoles se verront offrir de plus en plus d'opportunités d'avoir des revenus en espèces attractifs sous forme de produits spécialisés pour lesquels il existe un déséquilibre d'échelle (produits horticoles à haute intensité de main-d'œuvre et de créneaux, fruits, épices, ornementation, produits biologiques, etc.). La taille modeste de l'exploitation agricole ne constitue pas un obstacle à l'accès à ces types de marchés qui devraient croître rapidement en termes d'importance – en particulier si les agriculteurs peuvent conjuguer leurs forces par le truchement d'associations bénévoles. Même les producteurs qui sont géographiquement isolés peuvent participer à ces efforts, grâce à l'accent mis sur les produits à fort rapport économique (colorants, extraits, huiles essentielles, etc.). Néanmoins, il sera vital d'accorder la priorité à la sauvegarde de la sécurité alimentaire des ménages pendant le processus d'ajustement.

Information agricole et capital humain

En ce qui concerne l'accroissement des avantages de la dissémination et de l'utilisation de l'information agricole et le développement des capacités humaines, trois axes prioritaires ont été identifiés à l'échelle mondiale, afin de réduire la faim et la pauvreté:

- la création de systèmes durables pour l'introduction et la dissémination de l'information agricole;
- une formation générale en matière d'agriculture axée sur les systèmes;
- la formation professionnelle pour les emplois non agricoles et urbains.

La mondialisation, l'urbanisation et l'accélération du rythme de l'évolution technologique constituent autant de facteurs qui contribuent à accroître les besoins de connaissances au sein des systèmes de production agricole. De nouvelles approches doivent être développées afin d'appuyer la diffusion de l'information entre les agriculteurs et les connaissances formelles, ainsi que la diffusion horizontale entre agriculteurs. Il convient également de se pencher davantage sur la durabilité à long terme et la pertinence des systèmes d'information agricole. Il existe peu de preuves que les utilisateurs sont disposés à payer suffisamment pour rendre ces services autonomes, tandis que la pression sur les budgets des dépenses renouvelables des pouvoirs publics amène souvent ceux-ci à reléguer ces services au rang de solutions à «moindre coût», une fois que le financement extérieur prend fin. La participation du secteur privé à la collecte et à la distribution de l'information est souvent essentielle pour assurer la durabilité des services.

La formation et le renforcement des capacités ont pour corollaire l'habilitation des membres de la communauté – hommes et femmes, jeunes, pauvres et non pauvres – afin de leur permettre d'identifier leurs problèmes dans un contexte de systèmes, analyser les causes et les conséquences, évaluer les choix et prendre des décisions bien éclairées afin de préparer un avenir meilleur. Ceci signifie que les services de vulgarisation doivent réorienter leurs opérations en les fondant sur les approches de facilitation et non les approches normatives, la participation communautaire étant la pierre angulaire de la fixation des priorités, et en effectuant un test des solutions éventuelles. La mise en œuvre nécessitera probablement la création de partenariats entre le gouvernement, les prestataires de services du secteur privé ou des ONG, les organisations de la société civile et les groupes à base communautaire.

D'une manière générale, les programmes d'éducation et de formation dans les zones rurales n'ont pas pris en compte la réalité selon laquelle de nombreux habitants de ces zones, et particulièrement les plus jeunes, tireront partiellement ou totalement leurs revenus futurs des emplois non agricoles ou urbains.

Il convient de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités professionnelles qui aideront les émigrants et ceux qui ont besoin d'accroître leurs revenus agricoles à obtenir des emplois spécialisés et de spécialisation moyenne.

Science et technologie

Cinq objectifs prioritaires mondiaux relatifs au ciblage de la science et de la technologie ont été définis afin de réduire la faim et la pauvreté:

- le ciblage de la technologie par le truchement de la recherche et du développement participatifs;
- l'introduction de technologies qui accroissent la productivité de la main-d'œuvre dans les zones à faible potentiel et à faible densité;
- la promotion des technologies afin d'accroître la productivité des terres dans les zones à densité élevée;
- la promotion des technologies d'intensification dans les zones à potentiel élevé;
- le renforcement du développement et de l'utilisation de la biotechnologie assortie de mesures de sauvegarde appropriées.

Au cours des trois dernières décennies, la croissance de la production alimentaire a été le fruit, pour l'essentiel, de l'adoption de la technologie d'accroissement de la productivité par les agriculteurs dans les zones à potentiel agricole élevé, en particulier celles dont la pluviométrie est relativement élevée et fiable ou celles qui sont dotées de systèmes d'irrigation. Un défi majeur, au cours des prochaines décennies, consistera à créer des technologies qui contribuent à l'accroissement de la production agricole et à l'amélioration des moyens d'existence dans les zones à faible potentiel agricole.

S'agissant des perspectives à plus long terme, il y a lieu de se préoccuper de la forte dépendance de l'agriculture intensive des technologies dont la durabilité est fondamentalement limitée. L'accent croissant mis ces dernières décennies sur les gains de rendement induits par les intrants a été préjudiciable à de nombreux petits exploitants agricoles en ce qui concerne les opérations commerciales d'engorgement, qui peuvent financer ces coûts, et l'application inadéquate des engrais azotés qui entraîne la pollution des ressources en eau de surface et souterraine. En outre, l'utilisation débridée des pesticides crée des risques considérables pour la santé et l'environnement. Une question tout aussi préoccupante concerne le rétrécissement progressif de la largeur

génétique des cultures et des espèces animales qui, outre l'accroissement de leur vulnérabilité, a également pour corollaire l'érosion rapide des ressources génétiques sur lesquelles sont censés reposer les programmes de croisement futurs.

Il s'ensuit que les bases techniques de l'agriculture «moderne» ne peuvent plus être considérées comme acquises et qu'il est nécessaire de rechercher des stratégies plus durables en vue d'assurer l'intensification. Cette tâche est urgente, compte tenu du peu d'attention accordée aux technologies alternatives plus durables pour la production agricole très intensive, et de la très longue période de gestation que requièrent la mise au point et la diffusion des nouvelles technologies. Il ressort de l'étude des systèmes agricoles dans le présent document un certain nombre de caractéristiques majeures des technologies qui se vent aux agriculteurs pauvres.

Ressources naturelles et climat

La pression croissante sur l'utilisation des terres insuffisantes et des maigres ressources en eau, la dégradation de l'environnement et la possibilité de changements climatiques constituent des défis pour la durabilité des systèmes de production agricole dans toutes les régions, même celles où la densité de la population est faible. On est à présent très conscient, tant au niveau des exploitants agricoles que du grand public, de la nécessité de mieux conserver et gérer de façon productive les ressources naturelles. On s'attend à ce que la pression et le soutien croissants du public portent essentiellement à l'avenir sur la gestion durable des ressources naturelles et la protection de l'environnement. La gestion améliorée des terres peut être stimulée par la promotion de pratiques qui, non seulement comportent des avantages environnementaux, mais également produisent rapidement des résultats tangibles. Quatre objectifs prioritaires au plan mondial ont été définis en ce qui concerne l'utilisation plus durable et productive des ressources naturelles et la réduction au minimum des conséquences climatiques négatives:

- se concentrer sur l'amélioration de la durabilité de l'utilisation des ressources naturelles;
- recapitaliser les ressources du sol;
- améliorer la gestion des ressources en eau; et
- renforcer les capacités des secteurs public et privé afin de faire face aux changements climatiques.

Dans de nombreuses situations, l'agriculture de conservation, qui fait moins appel au labour, offre des possibilités prometteuses pour l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre et l'efficacité de l'utilisation des intrants, tout en réduisant le stress hygrométrique. L'agriculture de conservation a été encouragée dans un certain nombre de systèmes de production agricole et sa performance pour les petites exploitations en Amérique latine, et plus récemment en Afrique, augure des lendemains meilleurs.

La plupart des systèmes de production agricole dans toutes les régions sont confrontés au problème de la perte de la fertilité du sol, mais celui-ci est particulièrement aigu dans la majorité des systèmes de production agricole irrigués à base de blé et de riz, dans certains systèmes de production agricole pluviaux (par exemple, le système de production agricole mixte de riz en Afrique) et dans le système de production agricole de plateaux (notamment le système de production agricole mixte d'altitude élevée (Andes centrales)). Compte tenu de l'effritement des cours des produits de base, des ajustements des taux de change et de la réduction des subventions, l'application des engrais minéraux pour les cultures de base est devenue peu rentable pour de nombreux petits exploitants agricoles et a baissé considérablement. Au rang des initiatives prioritaires permettant de corriger cette situation figurent: i) une plus grande utilisation de l'engrais vert, les jachères enrichies et les autres sources de matières organiques, notamment le compostage; ii) l'utilisation accrue de la fixation de l'azote biologique; iii) une meilleure intégration des cultures et de l'élevage; iv) une adoption plus large des systèmes de cultures intercalaires; v) l'expansion des systèmes sylvo-pastoraux, en particulier sur les pentes très abruptes; et vi) l'amélioration des systèmes et des services d'importation et de distribution des engrais afin de réduire le prix bord champ des engrais importés.

Les contraintes de l'approvisionnement en eau constituent un problème majeur inhérent à certains systèmes de production agricole spécifiques dans

toutes les régions des pays en développement, notamment les terres arides peu fertiles d'Amérique latine ou les systèmes agropastoraux d'Afrique subsaharienne. Dans de nombreux cas, la demande croissante en eau pour les usages domestiques et industriels liée à l'urbanisation contribuera à accroître la concurrence pour l'eau potable disponible. Là où les systèmes de production agricoles sont pluviaux, les stratégies doivent privilégier l'amélioration de la collecte de l'eau de pluie et la mise à profit de l'humidité du sol. La faible efficacité de l'utilisation de l'eau est souvent imputable au fait que l'eau est considérée comme un bien public à faible valeur ou gratuit. S'agissant des systèmes agricoles irrigués, des changements s'imposent dans les domaines clés que sont la politique de tarification de l'eau et de l'énergie en milieu rural, ainsi que le renforcement de la gestion au niveau local des infrastructures d'irrigation. Ces deux volets constituent un impératif pour l'accroissement de l'efficacité technique de l'utilisation de l'eau.

Les changements de fréquence des événements climatiques extrêmes pourraient se traduire par des mutations profondes au niveau des pratiques agricoles dans certaines zones vulnérables, notamment les zones côtières, les zones semi-arides et les terres escarpées. Les sécheresses, les inondations et les ouragans ou les typhons devraient être beaucoup plus fréquents. Une meilleure compréhension de la nature probable et de l'impact des changements climatiques s'impose de toute urgence et des ajustements appropriés des politiques et projets agricoles sont nécessaires afin d'en atténuer les conséquences néfastes. La nécessité d'adopter des mesures de protection des bassins versants et de lutte contre la désertification pourrait devenir plus urgente. Il est également nécessaire de renforcer les capacités, tant au niveau national qu'international, afin de pallier efficacement les conséquences des événements climatiques dévastateurs, notamment les inondations et les sécheresses, afin de réduire au minimum leur impact à long terme sur la gestion des ressources et les moyens d'existence en milieu rural.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES



Cet ouvrage a passé en revue les tendances et les défis auxquels seront assujettis les systèmes de production agricole au cours des 30 prochaines années dans les six régions en développement du monde et a préconisé un nombre de priorités stratégiques visant la réduction de la pauvreté, pour une sécurité alimentaire accrue et la croissance du secteur agricole. Etant donné que les producteurs et leur famille constituent la moitié de la population totale dans les pays en développement – ainsi que la majorité des populations sous-alimentées et pauvres – le succès de la mise en œuvre de ces recommandations serait une avancée concrète vers la réalisation de l'objectif de développement visant la réduction de moitié de la faim et de la pauvreté dans le monde à l'horizon 2015.

Ce chapitre de conclusion examine l'incidence des priorités proposées sur les rôles que doivent jouer les principales parties prenantes, y compris les producteurs et les communautés agricoles, les ONG, le secteur privé, les gouvernements locaux et nationaux ainsi que les organisations internationales. Les perspectives au plan global et national sont ensuite discutées.

REDÉFINIR LA CONTRIBUTION DES PARTIES PRENANTES

La réduction de moitié de la faim et de la pauvreté dans les pays en développement dépend en dernière analyse des décisions et actions que prendront 500 millions de ménages agricoles. Cependant, la plupart des parties s'accordent sur le point que l'efficacité de leurs interventions est liée à l'existence d'un secteur privé dynamique, visant à promouvoir la croissance du secteur agricole. Par

ailleurs, malgré tous les avantages qu'offre la réduction de l'influence du gouvernement sur le processus de développement rural, l'idée centrale défendue dans ce livre est que la fourniture des biens et des services publics appropriés est aussi une composante essentielle du processus de développement. En effet, un développement effectif requiert la participation d'un nombre d'acteurs ou de parties prenantes dont les producteurs eux-mêmes, leurs associations, les communautés et gouvernements locaux à travers le secteur privé et les ONG, les gouvernements nationaux et les agences internationales. Les sections suivantes abordent la contribution que chacun de ces groupes pourrait apporter à l'adoption d'une nouvelle approche pour la réduction de la pauvreté et de la faim.

Permettre au potentiel des producteurs et des autres communautés de s'exprimer pleinement

Le rôle et la contribution des producteurs et de leurs communautés est un élément central dans tout effort visant la réduction de la pauvreté. Cependant, les relations de ces deux groupes par rapport aux autres acteurs dépendent de leur niveau de développement. Les systèmes commerciaux comptent tout d'abord sur le secteur privé pour la fourniture de la plupart des biens et services bien que le gouvernement joue toujours un important rôle en matière de politique, de définition du cadre réglementaire et d'activités de recherche et de développement de base. D'autre part, les communautés dotées de ressources limitées et d'opportunités de développement de leurs marchés restreintes continueront d'être fortement dépendantes des ONG et du secteur public pour la fourniture de nombreux biens et services publics. Ainsi, l'intervention du

secteur public influencera forcément le processus de développement dans ces cas.

Dans les communautés plus favorisées, une importance toute particulière doit être accordée à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, tandis que dans les communautés défavorisées on privilégiera probablement le développement des infrastructures sociales de base. Le défi majeur consiste à mettre en place des comités de planification et de développement fonctionnels communautaires au sein desquels participent les personnes concernées au plan local (y compris les représentants du gouvernement et du secteur privé) et à leur donner les outils nécessaires à l'identification, la formulation et la mise en œuvre d'actions de développement.

Un aspect majeur souvent négligé au niveau des producteurs et des communautés paysannes portait sur le développement d'une capacité d'innovation, de développement et de diffusion de technologies. Le potentiel d'investissement dans ce domaine est énorme et bien documenté et doit figurer au centre de toute activité de mise au point des technologies. La capacité des producteurs en matière d'épargne et de financement des activités de développement est aussi fréquemment sous-estimée. Ceci s'applique tant au plan individuel que communautaire même dans les zones de pauvreté chronique. Pourtant, les mécanismes de microfinance basés sur l'épargne se sont avérés performants et devraient être promus dans tous les domaines possibles.

Appuyer la participation des partenaires de la société civile

Un aspect clé de la pauvreté est l'absence de la capacité à s'exprimer et, dans de nombreux pays en développement, les ONG ont joué un rôle essentiel dans la formulation des besoins des agriculteurs pauvres et des autres groupes vulnérables. À cet égard, le renforcement de la capacité des ONG en matière de prestation de services, comme le font le FIDA et la FAO en Afrique australe, est une priorité majeure.

Le deuxième rôle central que doivent jouer les ONG et les organisations paysannes en matière de réduction de la pauvreté sera probablement le renforcement de la cohésion sociale (par exemple les groupes d'agriculteurs, les associations et l'établissement de réseaux) ainsi que l'information du public (par exemple l'analyse des causes de la situation de pauvreté, l'évaluation de l'impact des politiques et le plaidoyer pour les groupes vulnérables).

Encourager la croissance du commerce agricole concurrentiel afin de réduire la pauvreté

Le secteur privé, même s'il est mû par l'intérêt, peut contribuer efficacement au développement rural, de par le rôle qu'il joue dans nombre de domaines, notamment la commercialisation, la valorisation des matières premières, la création d'emplois, le financement et l'assistance qu'il peut apporter aux producteurs afin qu'ils se conforment aux normes du marché. L'expérience acquise au cours des dernières décennies a également montré que le secteur privé, surtout lorsqu'il intervient à travers des associations commerciales et sectorielles, peut réellement assumer certaines responsabilités telles que l'inspection phytosanitaire, la diffusion de l'information sur les marchés, activités antérieurement considérées comme relevant du secteur public. Ce n'est que lorsque l'investissement est difficile à rentabiliser, comme c'est le cas pour les pistes rurales, l'éducation et l'obtention de semences de bonne pureté variétale que le secteur privé est incapable d'une participation effective.

Du fait de ces faiblesses, les initiatives du secteur privé doivent dépendre du secteur public pour la mise en place et le respect d'un cadre législatif et politique de base dans lequel il évolue (voir le paragraphe suivant). Lorsqu'il n'existe aucune norme ou standard – par exemple pour les poids, les mesures et les normes de qualité – ou lorsqu'elles ne sont pas appliquées ou quand les acteurs sont autorisés à ériger des barrières interdisant l'accès de nouveaux venus, le rôle du secteur privé peut devenir destructif et accroître la pauvreté parmi les petits exploitants agricoles.

Accroître l'efficacité des interventions du gouvernement aux niveaux local et national pour la réduction de la pauvreté

Malgré le rôle accru que joueront les producteurs, la société civile et le secteur privé en matière de réduction de la pauvreté, la contribution des gouvernements locaux et nationaux est essentielle surtout pour le service et les biens publics. Le terme «biens publics» est souvent associé aux structures physiques telles que les routes, les hôpitaux et les ports. Il existe pourtant d'autres biens publics de type non physique mais tout aussi importants, contribuant à l'instauration d'un environnement propice au développement et à une capacité adéquate pour une fourniture efficace des services

publics. Il s'agit, entre autres, des aspects suivants: (i) la sécurité publique; (ii) la réglementation telle que la quarantaine et la sécurité alimentaire; (iii) l'existence d'institutions permettant d'instaurer la concurrence, de veiller au respect des contrats et de résoudre les conflits; (iv) l'éducation et la formation; (v) la recherche et la diffusion de l'information; et (vi) les filets de sécurité sociale.

Bien que la prestation des services publics traditionnels tels que les services phytosanitaires et la certification puisse être sous-traités à des opérateurs privés, le cadre dans lequel fonctionne le système doit demeurer sous le contrôle d'organismes publics. En outre, il conviendra de créer un système d'administration foncière publique efficace pour veiller à la sécurisation des terres des producteurs pauvres et au bon fonctionnement des marchés agraires ainsi qu'au remembrement.

Peut-être que le bien public le plus important que le gouvernement peut fournir est une éducation primaire et secondaire efficace dans les zones rurales. Associée à des processus participatifs, l'initiation d'actions éducatives auprès des agriculteurs permettra à ces derniers de devenir des partenaires au développement actifs plutôt que des bénéficiaires passifs. La plupart des études montrent que le niveau de scolarisation est étroitement lié à l'adoption des technologies, au développement local des sources d'existence alternatives, aux changements en faveur d'emplois mieux rémunérés. Il convient de veiller à ce que l'éducation rurale reconnaisse plus explicitement la réalité selon laquelle un grand nombre d'enfants et de jeunes en milieu rural gagneront leur vie à l'extérieur du secteur agricole, et qu'il convient, par conséquent, de promouvoir la formation professionnelle pour la création d'emplois non agricoles.

L'analyse des systèmes de production a démontré que la réduction de la pauvreté dépend non seulement d'un financement adéquat des biens publics mais aussi du mode d'approvisionnement des ménages agricoles pauvres et vulnérables. Une réduction de la pauvreté et une croissance agricole réussies sont souvent la résultante d'approches intégrées de développement agricole. Cela s'applique non seulement aux systèmes intensifs et complexes dans les zones à potentiel élevé mais également aux systèmes à risques dans les environnements à potentiel plus faible. Alors que les projets intégrés de développement rural (PIDR) mis en œuvre durant les années 70 et 80 se sont révélés institutionnellement peu productifs et ont donné des résultats à long terme médiocres, les récentes expériences réussies

sur l'adoption d'approches participatives impliquant plusieurs parties prenantes commandent la nécessité d'expérimenter une nouvelle génération de modèles intégrés.

La décentralisation est une option appropriée pour parvenir à un contrôle amélioré au plan local de l'allocation des ressources et du respect des priorités. Dans le cadre d'un système décentralisé, la planification et la mise en œuvre peuvent être mieux adaptées aux divers besoins des systèmes de production locaux. Trop souvent, malheureusement, la décentralisation a été associée à une diminution des ressources et de l'expertise au plan local, dans la mesure où les responsabilités sont, dans ce cas, attribuées aux administrations locales, régionales et communautaires sans que les ajustements budgétaires nécessaires ne soient effectués. Il a été également observé, dans certains cas, que les élites locales exercent leur monopole sur les ressources et les services. Les associations ou groupes de petits exploitants intervenant dans le système agricole et commercial peuvent augmenter leur influence économique de manière conséquente surtout lorsqu'ils sont confrontés à de puissants protagonistes tels que de grandes unités commerciales ou de gros négociants agricoles et réduire ainsi les obstacles à leur participation.

Renforcer le rôle des biens publics internationaux

Les institutions publiques régionales et globales ont un rôle crucial à jouer en matière de développement durable et de réduction de la pauvreté. La mondialisation a accru la nécessité de convenir de modes de comportement et de normes qui peuvent contribuer à une plus grande transparence et sécurité dans les relations commerciales internationales. Des progrès ont été réalisés dans l'adoption de codes de conduite internationale dans des domaines tels que la pêche et le commerce des organismes génétiquement modifiés et l'utilisation des pesticides. Les travaux de la Commission Codex Alimentarius sur les normes alimentaires ont aussi pour effet de renforcer le contrôle de la sécurité alimentaire et de définir des normes applicables aux biens commercialisés, réduisant ainsi les coûts des transactions. Au cours des années à venir, la nécessité d'élargir le champ d'action et la portée de tels accords se fera sentir davantage.

L'un des plus grands défis à relever dans un proche avenir consistera à développer des mécanismes pratiques de gestion des ressources aux plans transnational et mondial. Ceci pourrait inclure la signature

d'accords sur l'utilisation des ressources hydrauliques, sur la désertification, le piégeage des gaz à effet de serre par un réaménagement des méthodes de labour. On pourrait aussi envisager l'initiation de programmes de conservation de la biodiversité et de reboisement. Les mesures adoptées à l'échelle internationale pour réduire la vulnérabilité des populations rurales aux catastrophes naturelles privilégient des interventions visant à réduire les risques de conflit. Elles portent en autres sur: (i) l'amélioration des systèmes d'alerte précoce relatifs aux manifestations climatiques néfastes; (ii) des interventions promptes pour éviter la propagation transfrontalière des ravageurs et des maladies du bétail et des cultures; (iii) l'adoption de mesures permettant la productivité durable des écosystèmes agricoles et maritimes, biens communs des populations.

La création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) découle de la nécessité ressentie par tous de mobiliser les ressources au plan international afin d'encourager chaque pays à entreprendre des actions qui généreraient des bénéfices environnementaux dépassant les frontières et de les indemniser pour les coûts marginaux encourus pour de telles actions. Toutefois, le champ d'action de ce Fonds demeure restreint par rapport à l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'environnement.

Les efforts de recherche au plan international pourraient créer les opportunités d'une révolution durable (ou «doublement verte») en matière de développement agricole. De nouveaux partenariats pour la mise au point de technologies sont en train d'être initiés avec pour objectif le partage des coûts et de l'expérience acquise. La communauté internationale doit également s'investir pour mobiliser des capitaux pour le financement d'activités de développement agricole durable. Les institutions financières internationales ont potentiellement un important rôle à jouer dans l'avenir, notamment pour attirer des capitaux étrangers vers les pays moins développés et réaliser des investissements qui bénéficieront aux producteurs pauvres.

PERSPECTIVES: LA CONTRIBUTION DU PRÉSENT OUVRAGE

L'analyse effectuée dans cet ouvrage est fondée sur le jugement de divers experts, sur des données

secondaires sélectionnées, ainsi que sur les données spatiales les plus récentes. Le cadre analytique est en accord avec les tendances globales récentes généralement acceptées. Cependant, certaines tendances actuelles pourraient être radicalement modifiées par des événements mondiaux imprévus dont les plus importants au cours des dernières années ont été le changement climatique, le VIH/SIDA et la mondialisation.

Bien que les jugements qualitatifs émis par le grand nombre d'experts qui ont pris part à cette analyse aient été remarquablement convergents, les données quantitatives se sont révélées beaucoup plus difficiles à compiler. Les bases de données de la FAO relatives aux zones agroécologiques et aux statistiques ont constitué un excellent point de départ mais n'ont pu être mises à profit pour l'analyse des systèmes de production agricole pris isolément. Au cours des dernières années, maintes images satellitaires et bases de données ont été produites et les données sur les ressources naturelles, la population, les indicateurs agroclimatiques et l'irrigation présentés dans cette analyse se sont largement inspirées de ces sources. Pour les systèmes de production qui ont fait l'objet d'une analyse détaillée, les données recueillies à partir d'études localisées et de zones administratives ont ensuite été extrapolées sur l'ensemble du système. Toutefois, la qualité des données disponibles au plan local variait énormément d'une région à une autre. Il a été pratiquement impossible d'en obtenir pour les pays de l'ancienne Union soviétique.

Il faut souligner qu'il s'est révélé impossible d'identifier avec cohérence, au plan local, des données statistiques ou des bases de données géographiques cartographiant l'étendue de la pauvreté et de la faim¹³ à l'échelle sous-nationale. C'est là que se trouve la plus grave lacune informative éprouvée par les auteurs du document. Cette lacune a été comblée par des jugements d'experts dans le cadre des données disponibles et des estimations spécifiques de la pauvreté à l'échelle nationale et régionale. Par ailleurs, les données spatiales portant sur le bétail n'étaient également disponibles que pour certaines régions.

Dans deux à trois ans, des bases de données spatialement précises sur la faim, la pauvreté, les populations humaines et animales et les superficies cultivées devraient être disponibles. A ce stade, l'actuali-

¹³ Des travaux de type nouveau actuellement menés par la Banque mondiale et la FAO aboutissent au développement de techniques statistiques permettant de résoudre ce problème de manque de données. Un atlas de la pauvreté en Afrique du Sud est le premier du genre à avoir été mis au point.

sation de la présente analyse sur une échelle globale permettrait d'avoir une idée plus précise de la distribution, des tendances et questions émergentes ainsi que des priorités stratégiques. Les analyses pourraient être prolongées par la modélisation dynamique des systèmes de production sélectionnés, permettant ainsi aux planificateurs d'appréhender l'impact éventuel sur la faim, la pauvreté et les taux de croissance économique, des changements qui interviendraient sur les paramètres clés (tels que les revenus des ménages ou les rendements des cultures et les prix des principaux produits agricoles). Même avec les données existantes, des analyses complémentaires pourraient être effectuées pour déterminer l'impact des changements climatiques du globe, des différents niveaux de fixation du carbone, de la hiérarchisation des activités de recherche et du renforcement des institutions locales.

L'analyse effectuée dans cet ouvrage s'est focalisée sur les niveaux régional et mondial. Des applications du cadre des systèmes de production et une approche analytique au niveau national et des sous-ensembles nationaux permettraient une extrapolation très utile de ce travail. Non seulement le cadre des objectifs pourrait ainsi être défini plus précisément au plan national mais également un plus grand nombre de données biophysiques et socioéconomiques sont disponibles. En particulier, les auteurs de l'étude reconnaissent les limites imposées par l'utilisation d'un nombre relativement restreint de systèmes de production pour caractériser la diversité de l'activité dans les pays en développement. Ces limites sont explicitement reconnues par la définition de sous-systèmes dans un nombre de cas mais ces derniers restent toujours définis de manière globale au plan régional. Certains pays pourraient souhaiter définir d'autres sous-systèmes au sein de leur territoire (de préférence en consultation avec les pays voisins afin d'éviter le double emploi et les définitions contradictoires) qui pourraient être mis à profit pour redéfinir des priorités dans certains domaines spécifiques.

D'autres analyses plus approfondies, sans référence aux frontières nationales mais relatives aux systèmes de production agricole identifiés, pourraient également s'avérer utiles. Au cours des dernières décennies, des investissements de plus en plus importants ont été réalisés de manière transfrontalière ce qui atteste de l'importance des systèmes de production dans la détermination des modes d'utilisation des ressources et de la croissance

économique. Cet aspect est particulièrement important par rapport à l'utilisation de l'eau dans les pays fortement dépendants des crues des fleuves saisonniers ou de la recharge de la nappe phréatique. L'un des sujets de controverse les plus importants au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est porte sur ces ressources transnationales. Les éleveurs constituent aussi un autre problème transnational dans bon nombre de pays, particulièrement en Afrique. Enfin, les principales zones où une croissance agricole est anticipée dans les décennies à venir sont de nature transnationale et incluent les savanes humides d'Afrique de l'Est, les Llanos du nord-ouest de l'Amérique du Sud et les plaines fertiles à *tchernoziom* de l'ancienne Union soviétique.

CONCLUSION

Le message le plus important que véhicule cet ouvrage est probablement le potentiel considérable dans le domaine de la réduction de la faim et de la pauvreté qui pourrait résulter de l'amélioration des systèmes de production des petites exploitations. Non seulement, l'incidence de la pauvreté et de la faim est plus marquée en zones rurales qu'en milieu urbain, mais l'étude a révélé une prédominance démographique dans les zones à haut potentiel par rapport aux systèmes à faible niveau de ressources et ayant peu de contacts avec les marchés. Au vu de ce potentiel non négligeable, l'objectif visant à réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde est réalisable à la seule condition que la volonté politique existe et que les ressources adéquates soient dégagées pour financer les principales stratégies requises et les investissements qui en dérivent.

L'analyse des systèmes de production pris individuellement a mis en exergue la grande diversité des défis en matière de développement. Par ailleurs, les moyens d'existence des ménages varient non seulement entre les systèmes de production mais entre les entités spécifiques d'un même système et même entre les ménages. Cependant, cette diversité peut être perçue comme un avantage potentiel que les gouvernements peuvent mettre à profit lors de la mise en œuvre des programmes de développement agricole. Si les gouvernements peuvent créer l'environnement institutionnel et élaborer des politiques appropriées accompagnées d'une fourniture effective des principaux biens publics, les agriculteurs – hommes et femmes – pourront prendre les déci-

sions qui s'imposent pour promouvoir la croissance agricole, l'utilisation durable des ressources naturelles et la réduction dans les meilleurs délais de la faim et de la pauvreté. Pour ce faire, il conviendra de transférer les responsabilités du développement agricole aux agriculteurs pauvres et à la communauté et de garantir le soutien local participatif de qualité et fondé sur des systèmes, des parties prenantes publiques et privées. Ceci nécessitera à son tour un financement adéquat des biens publics nationaux et internationaux.

La réduction de la faim et de la pauvreté dans les meilleurs délais, bien qu'essentielle, n'est rien d'autre qu'un pas vers la réalisation du développement durable de l'agriculture et des sociétés rurales en général. Non seulement la faim et la pauvreté peuvent être éradiquées mais les communautés agricoles ont besoin d'un accès sécurisé à la nourriture, à l'eau, au revenu et à l'information. Dans cette vision d'un futur souhaitable, les populations rurales doivent bénéficier d'actions éducatives et jouir des mêmes services de base que les populations urbaines. La diversification des sources de revenus et l'existence de filets de sécurité sociale efficaces pourraient amenuiser leur vulnérabilité actuelle aux chocs climatiques et économiques.

Les exploitations continueront d'être de taille petite ou moyenne dans la plupart des pays en voie

de développement. En revanche, la gamme des technologies accessibles aux exploitants pour une gestion durable des ressources et une production durable se trouvera considérablement élargie, et cette gamme continuerait de s'élargir grâce à la contribution des exploitants eux-mêmes, engagés dans un processus d'apprentissage continu, d'innovation et d'échanges entre exploitants. Ceux-ci seront financièrement motivés pour la production de services environnementaux et de biens publics (comme c'est déjà le cas dans les pays industrialisés) alors que l'amélioration des infrastructures et la mécanisation réduiront la pénibilité du travail des femmes. Les communautés rurales disposeront de mécanismes efficaces et équitables pour une gestion commune des biens tandis que les ménages participeront activement au processus démocratique et de prise de décisions mais aussi aux négociations avec les institutions et les milieux d'affaires sur une base plus égalitaire. De plus, les communautés rurales seraient en position de prendre l'initiative pour toutes activités de planification et de mise en œuvre du développement local.

Cette vision portant sur des systèmes de production durables, sans pauvreté, peuplés d'agriculteurs ayant accès à des moyens d'existence sécurisés, devrait guider l'élaboration de toutes les stratégies futures de développement rural.

ANNEXE

Classification des pays en développement par régions

...

La classification suivante est basée sur les groupes régionaux définis dans le Rapport sur le développement dans le monde publié annuellement par la Banque mondiale, mais elle exclut les pays à revenu élevé ainsi que les petits territoires qui en dépendent (les grands territoires sont cependant inclus). Le Rapport identifie six régions, contre cinq dans le Rapport intérimaire FAO AT 2015/30, qui exclut la région ECA. Selon les définitions de cette publication, l'Afrique du Sud est incluse dans la région AFR, la Turquie dans la région ECA et l'Afghanistan dans la région SAS.

Afrique subsaharienne (AFR)

Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, République d'Afrique du Sud, Réunion, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Léone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

Moyen-Orient et Afrique du Nord (MNA)

Algérie, Égypte, Iran, Iraq, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Oman, Arabie Saoudite, Syrie, Tunisie, Yémen, Bande de Gaza.

Europe de l'Est et Asie centrale (ECA)

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République tchèque,

Estonie, Géorgie, Hongrie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Macédoine, République de Moldava, Pologne, Roumanie, Fédération de Russie, Slovaquie, Slovénie, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan, République fédérale de Yougoslavie.

Asie du Sud (SAS)

Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.

Asie Orientale et Pacifique

Cambodge, Chine, Indonésie, RDP de Corée, République de Corée, République démocratique populaire lao, Macao, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Philippines, Thaïlande, Viet Nam. Plus 22 nations des îles du Pacifique: Samoa américaines, Îles Cook, Fidji, Polynésie française, Guam, Kiribati, Île Marshall, Etats fédérés de Micronésie, Nauru, Nouvelle Calédonie, Nioue, Îles Maria du Nord, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Pitcairn, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Îles Wallis et Futuna

Amérique latine et Caraïbes (LAC)

Antigua, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Bolivie, Brésil, Îles Caïmanes, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, République Dominicaine, Equateur, Salvador, Grenade, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Antilles néerlandaises, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Saints-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

L'essentiel de la nourriture du monde en développement est produite par environ 500 millions de petits agriculteurs – hommes et femmes. Pourtant, par rapport aux déshérités des villes, ces paysans et leurs familles souffrent davantage de la faim. La pauvreté est plus répandue dans leurs rangs, et leur accès aux services sociaux de base est encore plus restreint. Pour respecter les engagements pris, au niveau international, de réduire de moitié la faim et la pauvreté dans le monde en développement à l'horizon 2015, ce sont ces petits ménages ruraux qu'il faut viser. Or, les approches traditionnelles n'ont pas permis d'y parvenir. Si on veut créer les conditions permettant aux ménages ruraux pauvres de prendre en main l'amélioration de leurs ressources, il est nécessaire que les gouvernements, les ONG et les instances internationales arrivent à une compréhension plus exacte de l'environnement agroécologique, physique, économique et culturel que vivent les agriculteurs et leur famille – en d'autres mots, leurs systèmes de production agricole. Ce n'est qu'à ce prix qu'il sera possible de formuler et de mettre en oeuvre des politiques de développement, et des programmes d'investissement ou d'assistance technique, pragmatiques et à même d'exprimer pleinement les potentialités latentes des populations rurales.

Le présent document passe en revue un large éventail de systèmes de production agricole de par le monde, et démontre ainsi l'utilité de l'approche « systèmes de production » pour identifier les grandes priorités en matière de réduction de la faim et de la pauvreté, tant à l'échelon international qu'aux niveaux local et régional. Les différentes stratégies dont disposent les familles rurales pauvres pour améliorer leur conditions de vie sont passées au crible, mettant en évidence la variabilité de l'importance relative de ces stratégies en passant d'un système à un autre. En conclusion, le présent document examine l'importance de redéfinir les rôles des principaux acteurs du développement – les agriculteurs eux-mêmes, leurs communautés, la société civile, les institutions nationales et internationales – pour pouvoir mieux formuler des réponses probantes aux priorités et stratégies ainsi identifiées.



Division des Systèmes de soutien à l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00100, Rome
Italy
www.fao.org/FarmingSystems/



Département du développement rural
Banque mondiale
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C., 20433
USA
www.worldbank.org/rural